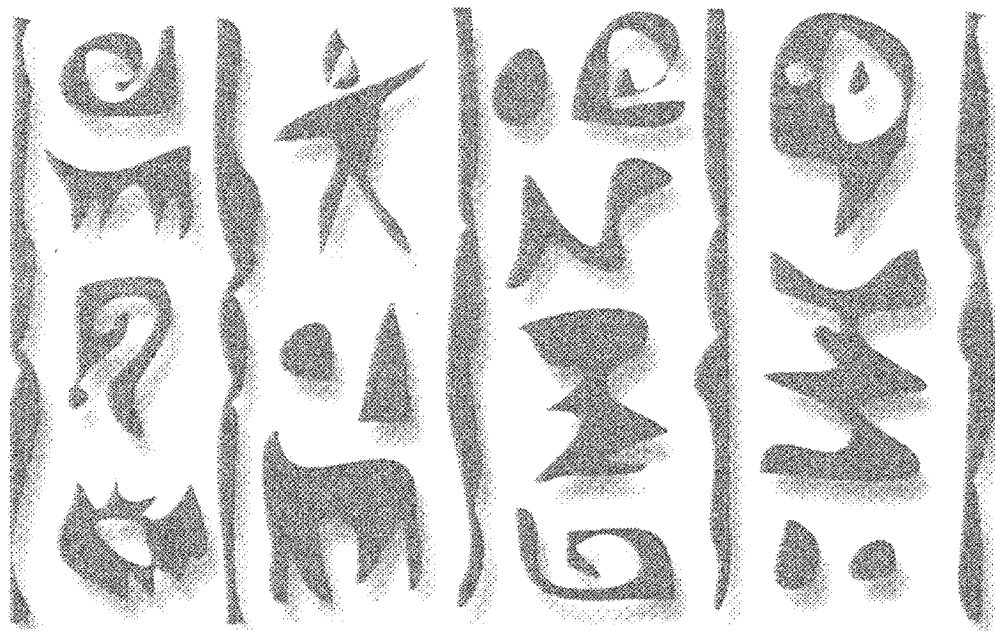


COLLECTION

Notes et RAPPORTS DE RECHERCHE



GRIR

G r o u p e
de recherche
et d'intervention
régionales

Évaluation ex post des impacts
socio spatiaux d'un projet
industriel (Laterrière, Québec)

Christiane Gagnon

Novembre 1994



Université du Québec à Chicoutimi

**ÉVALUATION EX POST DES IMPACTS SOCIOESPATIAUX D'UN
PROJET INDUSTRIEL (LATERRIÈRE, QUÉBEC)¹**

**par
Christiane Gagnon**

**professeure
Département des sciences humaines**

Note de recherche n° 13

**Groupe de recherche et d'intervention régionales
Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)
Novembre 1994**

© Université du Québec à Chicoutimi

Dépôt légal - 4^e trimestre 1994
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN: 2-920730-25-8

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes et organismes ont contribué, directement ou indirectement, à la réalisation de cette recherche. L'auteure tient à remercier la cinquantaine de laterroises et laterrois qui ont accepté de consacrer généreusement de leur temps lors des entrevues, ainsi que Messieurs Paul Dominique Gagnon, Jacques Grenon et Daniel Vaillancourt de la Ville de Laterrière pour leur collaboration et commentaires.

Une telle recherche empirique demande la participation professionnelle d'assistants de recherche. Mesdames Suzanne Tremblay, Normande Lapointe et Lynda Youde, Messieurs André Fortin, René Perron et Stéphane McLaughlin ont réalisé les entrevues et/ou colligé des données. De plus, Madame Suzanne Tremblay a contribué à une partie de l'analyse des données. Des travaux des étudiantes et étudiants à la Maîtrise en études régionales de l'UQAC ont aussi stimulé la réflexion.

L'auteure tient aussi à remercier le collègue M. Jean Désy pour sa lecture attentive et ses commentaires judicieux.

Soulignons l'appui financier significatif du Conseil national de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH, bourse postdoctorale), de l'Université du Québec à Chicoutimi, de la Fondation de l'Université et de Ville de Laterrière. Mes remerciements particuliers à la Société historique du Saguenay pour le prêt prolongé de documents.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures et tableaux	7
-------------------------------------	---

Introduction:

L'évaluation d'impacts: une pratique sociale et scientifique en expansion	9
--	---

1. L'approche méthodologique de la recherche	13
--	----

2. Dynamique sociospatiale de la communauté laterroise.....	15
---	----

3. Modernisation industrielle, paramètres du projet initial et procédure d'évaluation.....	31
---	----

4. L'analyse ex post des impacts sociospatiaux à l'échelle locale	33
---	----

5. Les enseignements.....	58
---------------------------	----

Notes de recherche.....	61
-------------------------	----

Bibliographie.....	63
--------------------	----

Annexe 1.....	65
---------------	----

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

FIGURE 1	
L'industrie de l'aluminium au Québec.....	11
FIGURE 2	
Ville de Laterrière.....	17
FIGURE 3	
Évolution de la fréquentation du lieu de travail.....	22
FIGURE 4	
Évolution de la population active par secteur d'activité.....	23
FIGURE 5	
Zone de dispersion de fluor gazeux autour de l'aluminerie d'Alcan.....	37

TABLEAU 1	
Évolution de la fréquentation du lieu de travail 1971-1991	22
TABLEAU 2	
Évolution de la population active par secteur d'activité 1971-1991.....	23
TABLEAU 3	
Évolution des activités de la Coopérative forestière 1972-1991.....	24
TABLEAU 4	
Évolution du nombre de fermes à Laterrière, 1971 à 1993	25
TABLEAU 5	
Évolution de la superficie possédée et cultivée à Laterrière par rapport à celle de la région du SLSJ.....	26
TABLEAU 6	
Le type de production des fermes laterroises en 1993.....	26
TABLEAU 7	
Évaluation ex post des impacts sociospatiaux prévus dans l'étude des répercussions environnementales.....	43
TABLEAU 8	
Identification des impacts sociospatiaux non prévus.....	55

L'ÉVALUATION D'IMPACTS: UNE PRATIQUE SOCIALE ET SCIENTIFIQUE EN EXPANSION

L'évaluation d'impacts (EI), comme pratique sociale et scientifique, a le vent en poupe. Dans la foulée des travaux de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) et de l'Agenda 21 (Rio, 1991), plusieurs villes et pays y compris les pays en voie de développement, des institutions financières, dont la Banque Mondiale, et des organismes d'aide internationale se sont dotés de politiques d'évaluation d'impacts intégrées à la prise de décision. Dans cette pratique en expansion, deux tendances se dessinent. En premier lieu, notons que l'évaluation d'impacts ne se limite plus à la stricte évaluation environnementale de projets, c'est-à-dire au cas par cas, mais remonte en amont, c'est-à-dire aux programmes et aux politiques gouvernementaux. Le Québec, par exemple, tient des audiences dites génériques, telle celle sur la politique forestière. Autre tendance: l'évaluation d'impacts tend à se réaliser dans un cadre de planification territoriale, d'aménagement intégré des ressources et de développement viable² (Burdge, 1994; Simos, 1993; Jacobs, 1991).

Toutefois, malgré la présence perceptible de ces tendances, la question de la portée future de l'EI en regard du développement viable, demeure entière: au-delà de son caractère technocratique, comment l'EI peut-elle opérer comme interface entre la prudence écologique, la satisfaction des besoins fondamentaux des communautés locales et mondiale et la restructuration des modèles de développement? D'où la nécessité, postulons-nous, d'adopter lors d'une EI une perspective compréhensive (Coombs et al, 1989), une éthique pluraliste (Finsterbush) intégrant les valeurs des acteurs (Berger, 1977) avec un objectif d'"empowerment" des communautés locales (Gagnon et al, 1993; Burdge et Rickson, 1990).

Le contexte québécois

Au Québec, comme dans plusieurs autres pays industrialisés, l'EI des projets de développement s'est inscrite, depuis 1980, dans une procédure formelle réglementée reliée à la Loi sur la qualité de l'environnement. L'évaluation des impacts sociaux (EIS) est toutefois demeurée l'enfant pauvre de la procédure québécoise (Québec, 1988; Charest 1991). En effet, dans les études d'impacts réalisées à ce jour, c'est la notion d'environnement, réduite le plus souvent aux aspects biophysiques, qui domine. Les impacts sociaux ne font pas l'objet d'une évaluation aussi systématique,

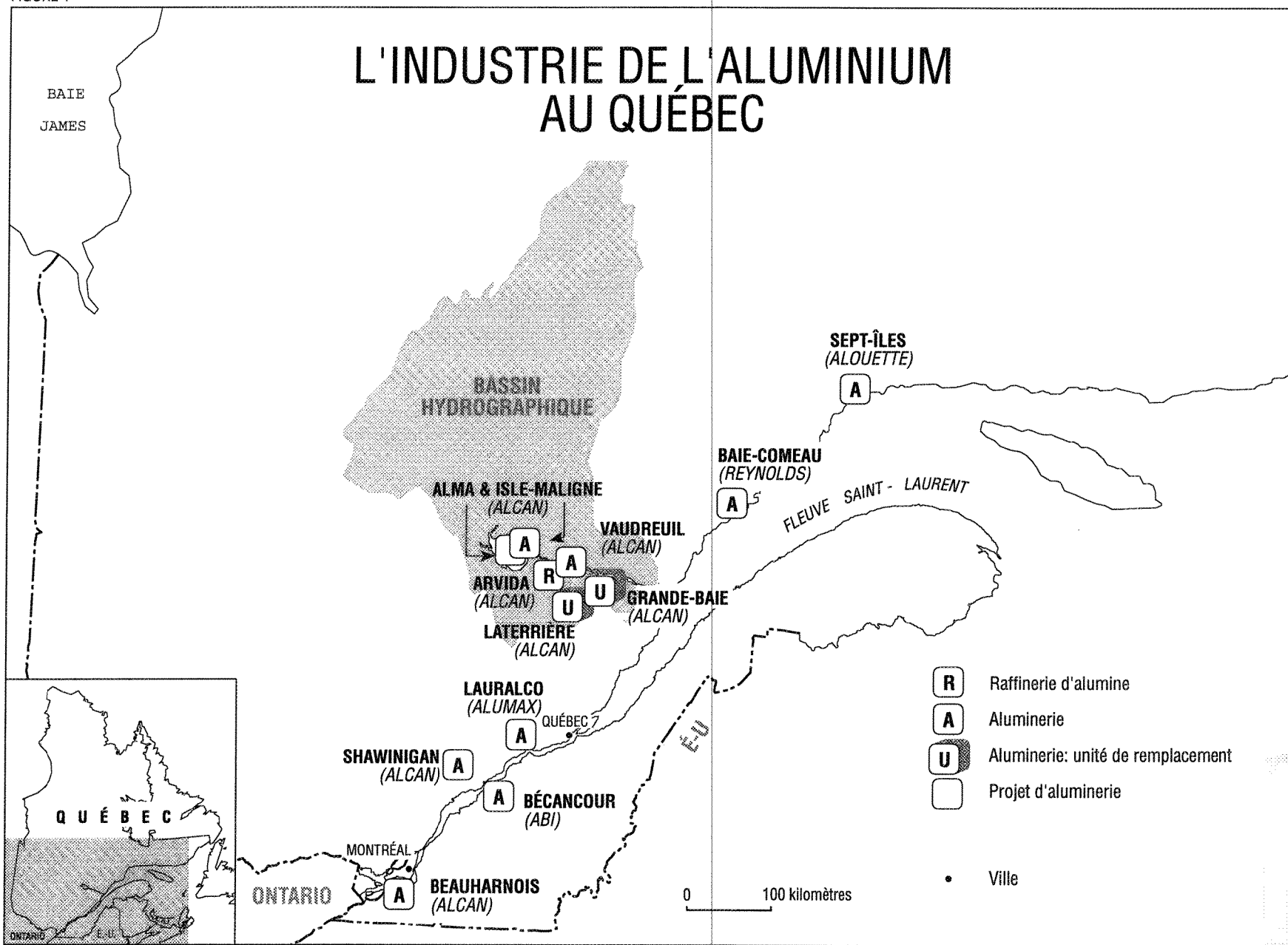
car, fréquemment, ils sont relégués à l'étape de la consultation publique, soit en bout de piste d'un long processus décisionnel, c'est-à-dire lors des audiences publiques. C'est le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui a pour mission d'effectuer une consultation ou une médiation et de suggérer des recommandations au ministre de l'Environnement. La récente Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (1992) ne permet pas, à notre avis, de combler l'écart existant entre l'importance accordée aux impacts environnementaux par rapport à celle accordée aux impacts sociaux. Bien que le législateur ait inclus une procédure de médiation, différencié les projets à enjeux mineurs de ceux à enjeux majeurs, créé un fonds favorisant la participation du public à l'élaboration de la directive et aux audiences, il n'a pas cru bon de spécifier ni ce qu'il entendait par impacts majeurs ou mineurs ni les types d'impacts à examiner, selon l'ampleur des changements proposés³. Ces changements d'ordre juridique prennent de l'importance en regard de la pratique actuelle de l'EIS au Québec et de ses enjeux.

DE TROIS ENJEUX

Bien qu'il existe plusieurs enjeux en ce qui a trait à l'évaluation des impacts sociaux, nous avons choisi de retenir trois d'entre eux, soit la soumission des projets industriels à la procédure établie, l'approche méthodologique et le suivi.

Le **premier enjeu** concerne l'éventuelle soumission des projets industriels, telles les alumineries, à la procédure établie. Or bien que l'inclusion de ces projets ait été prévue par le Règlement, ces mégaprojets y ont été soustraits à ce jour. Ils ont joui d'un sauf-conduit. Jusqu'à présent, seule une étude limitée des répercussions environnementales, sans consultation publique, était nécessaire à l'obtention du feu vert du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec. Ce fut le cas des récentes alumineries construites au Québec dans les années 1980 et 1990, telle La Baie (Grande-Baie) Laterrière (Laterrière), Alouette (Sept-Iles) et Luralco (Deschambault) et de celles ayant connu une expansion, telles Reynolds (Baie-Comeau) et Péchiney (Bécancour) (figure 1). Comme de nouveaux projets ou expansions auront éventuellement lieu, le comment de l'application d'une EI à ce secteur industriel spécifique et majeur au Québec demeure un enjeu de taille.

FIGURE 1



C. Chamberland, Les Laboratoires de géographie, Université du Québec à Chicoutimi, Canada, 1994.

Lorsque de tels mégaprojets s'annoncent, la perspective de retombées économiques, à l'échelle régionale, occulte les incidences sociales, visibles elles à l'échelle locale mais conçues comme faisant partie des conséquences normales et/ou acceptables du progrès. L'étude d'impacts cherche alors à démontrer le caractère inoffensif des impacts sociaux (IS), ce qui fait inévitablement questionner l'objectivité de l'étude. Les conséquences sociales étant ainsi dès le départ sous-estimées, elles faussent le processus décisionnel, ce qui pose la question du choix et l'explicitation de l'approche méthodologique comme **second enjeu de l'EIS**.

En pratique, l'approche méthodologique de l'évaluation des impacts sociaux (EIS) des mégaprojets industriels a été le plus souvent confinée à une sorte de check-list, opérée par des sous-contractants engagés par le consultant (firme d'ingénieurs). Ce check-list appréhende les impacts selon une conception positiviste de la réalité, dans une relation exclusive de cause (dimensions et nature du projet) à effet (impacts sur les individus et communautés), basée sur des données quantitatives. Cette méthode limite fortement la saisie de la complexité des impacts sociaux.

Ce choix méthodologique, reflétant une méconnaissance des IS, se répercute sur le suivi de l'étude, **troisième enjeu** majeur de l'EI. Les projets ou les changements d'importance ne font pas l'objet d'un suivi systématique ou encore les résultats du suivi et l'évaluation des mesures de mitigation ne sont pas diffusés. Ce qui constitue une lacune importante non seulement pour les communautés, les décideurs, mais aussi pour l'enrichissement des connaissances dans le domaine de l'évaluation. En outre, lorsque de telles études ont lieu, leurs résultats demeurent difficilement accessibles publiquement (Boothroyd et al., 1994). Comme la question du suivi apparaît comme un **enjeu majeur** de l'évolution actuelle de cette pratique, nous avons choisi d'examiner a posteriori l'évaluation des impacts sociaux d'un mégaprojet industriel donné. Sur la base d'une étude d'impacts, soit celle sur *L'étude de répercussions environnementales (ERE). Projet de construction d'un complexe d'électrolyse et d'alumine. Laterrière, Québec* (Alcan et Marsan, 1982), nous tenterons de vérifier l'adéquation de la méthodologie utilisée, compte tenu des impacts sociaux anticipés ou non.

Le présent rapport de recherche est divisé en cinq grandes parties: 1) l'approche méthodologique de la recherche, 2) la dynamique sociospatiale de la communauté laterroise, 3) les paramètres du projet industriel, 4) l'évaluation ex post des impacts prévus et non prévus dans l'ÉRE et, 5) les enseignements.

1. L'APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE

L'approche méthodologique de la présente recherche est ici explicitée à travers quatre points: les objectifs de la recherche, le cadre conceptuel et les stratégies de l'étude ex post, la pertinence du choix de Laterrière, les limites de l'étude.

1.1 Les objectifs

Notre étude ex post sur la méthodologie et les impacts sociaux d'un mégaprojet industriel poursuivait un certain nombre d'objectifs spécifiques (voir annexe 1) et deux objectifs généraux s'énonçant comme suit:

- identifier les modifications survenues à partir des impacts sociaux identifiés dans l'étude d'impacts du promoteur;
 - dégager des enseignements concernant l'approche méthodologique et le suivi.
-

1.2 Les stratégies de recherche et le cadre conceptuel⁴

L'approche méthodologique globale de cette recherche est qualitative⁵, c'est-à-dire qu'elle s'inscrit dans un processus itératif⁶ et s'appuie sur le paradigme constructiviste, dans le sens où la réalité n'est pas conçue comme un donné préexistant mais comme un construit social. Ce qui sous-tend que l'analyse ex post des impacts est conçue en fonction d'un processus cumulatif, synergique et circulaire. Notre cadre conceptuel s'appuie sur une dialectique où des facteurs exogènes (conjoncture économique, marché etc) et des facteurs endogènes (histoire et culture locales, perceptions, valeurs et aspirations) construisent une dynamique sociospatiale, selon des tensions renforçant ou affaiblissant la maîtrise sociale du territoire (Gagnon, 1994). Or la maîtrise sociale du territoire, définie ici comme la capacité de la communauté d'agir sur son présent et devenir en fonction de ses aspirations, de ses valeurs et de son environnement⁷, en solidarité avec les communautés plus démunies et les générations futures, constitue, selon nous, une condition essentielle du développement local viable.

Deux **stratégies** convergentes ont guidé la recherche: l'étude de cas et l'analyse rétrospective ou ex post. L'étude de cas porte sur une petite communauté périur-

baine, soit Laterrière, et plus spécifiquement sur des indicateurs significatifs de sa dynamique sociospatiale, selon une perspective diachronique, c'est-à-dire sur une période de 20 ans. Quant à l'analyse rétrospective, elle s'est faite selon deux axes, à savoir: 1) l'évaluation des modifications par rapport aux impacts sociaux prévus dans *L'étude de répercussions environnementales*, étude signée conjointement par le promoteur Alcan et par son consultant Marsan en 1982, et 2) l'identification d'impacts non prévus par l'étude, révélés par les perceptions des résidants lors des entrevues⁸ et des observations-terrain.

1.3 La pertinence du choix de Laterrière

La pertinence du choix de Laterrière s'appuie sur le fait qu'il s'agit du plus récent mégaprojet construit dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean (SLSJ) par le plus important producteur mondial d'aluminium de première fusion, Alcan, dans un contexte de restructuration industrielle et de modernisation (voir point 3). En outre, le complexe industriel se localise au centre d'une municipalité périurbaine, caractérisée par un développement de type agroforestier et de villégiature. Finalement, cette recherche postdoctorale s'inscrivait dans la poursuite de l'approfondissement d'un cadre conceptuel et d'une connaissance empirique développés par l'auteure lors de sa thèse de doctorat⁹.

1.4 Les limites de l'étude

Au niveau spatial, la présente étude ne couvre que la communauté directement affectée par la présence de l'usine, soit Laterrière. Elle n'inclut pas l'examen a posteriori des impacts des infrastructures complémentaires au projet, soit la ligne électrique et la construction du chemin de fer, mais s'est concentrée sur l'usine d'électrolyse¹⁰. Concernant le type d'impacts observés, il s'agit essentiellement des impacts dits sociaux¹¹, au sens de la littérature sur le sujet. En outre, l'évaluation rétrospective du changement couvre une période de temps relativement courte, soit quatre ans à partir de l'exploitation de l'usine (1989-1993). Enfin, il est important de noter que l'évaluation ex post se limite à l'identification des modifications par rapport aux anticipations de l'ÉRE et n'aborde pas la portée des changements pour la dynamique sociospatiale de la communauté laterroise¹².

2. DYNAMIQUE SOCIOESPATIALE DE LA COMMUNAUTÉ LATERROISE

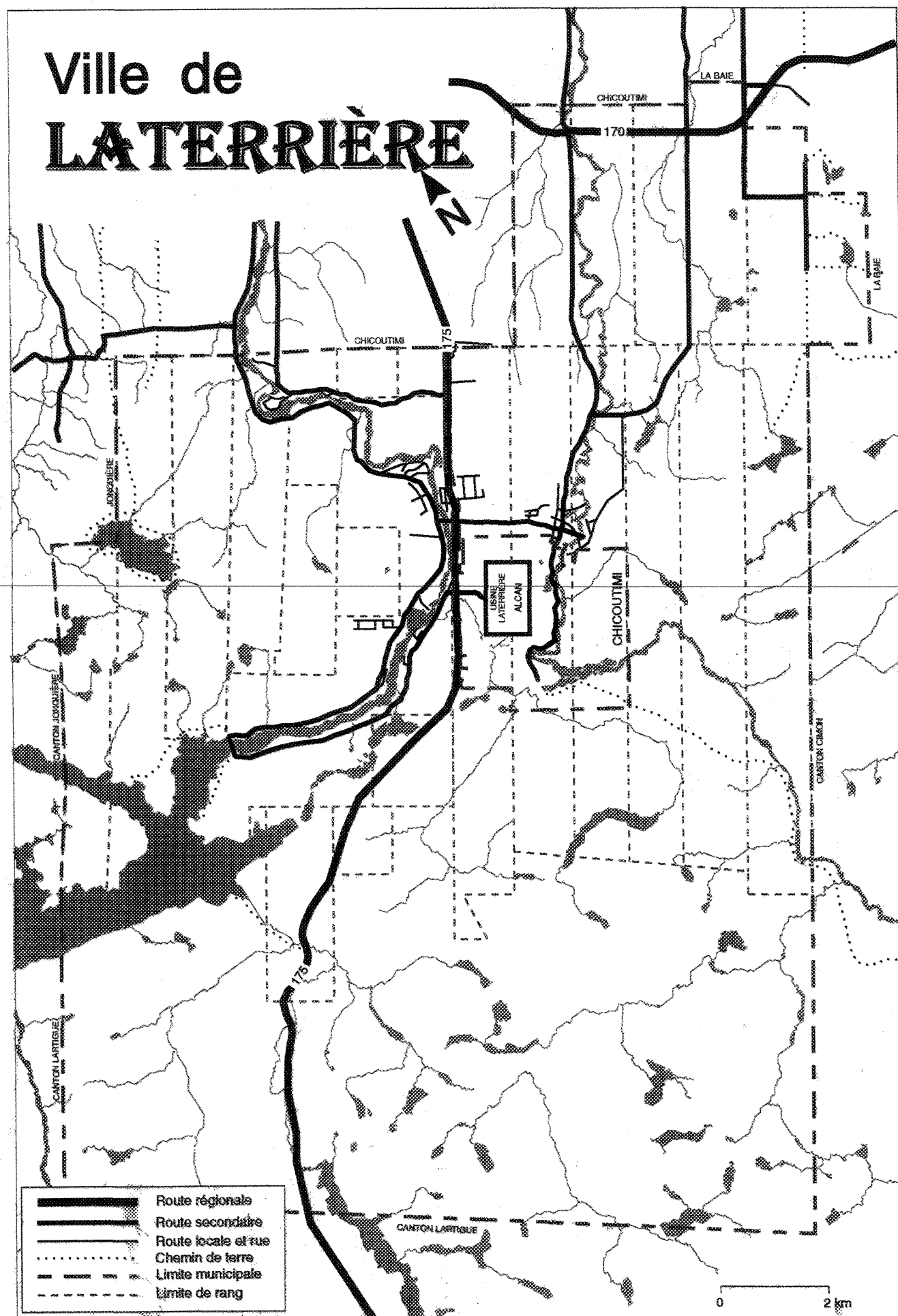
Il ne s'agit pas ici de faire une monographie de Laterrière¹³. L'objectif est plutôt de mettre en relief, selon une perspective compréhensive (incluant plusieurs variables) et diachronique (sur une période de 20 ans), des composantes significatives de la dynamique sociospatiale et du changement social de la communauté laterroise. Ces composantes sont ici regroupées autour de deux phénomènes clés qui caractérisent, selon nous, la dynamique singulière de cette collectivité: périurbanisation et vitalité sociale.

UN PEU D'HISTOIRE

La création des 60 municipalités de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean remonte à une période relativement jeune, s'échelonnant entre 100 et 150 ans. Cette occupation du territoire s'est réalisée progressivement, à partir d'un front pionnier et d'une poussée colonisatrice encouragée par l'Église et la conjoncture économique, selon un double axe territorial. D'abord, les premiers colons s'installent le long des cours d'eau majeurs (Saguenay, lac Saint-Jean, Péribonca et autres) et ensuite une deuxième vague d'occupation pénètre les terres, plus ou moins en périphérie des noyaux déjà établis. Alors que l'économie agroforestière structure les pratiques sociospatiales de la deuxième moitié du XIX^e siècle et du premier quart du XX^e siècle, l'arrivée du capital industriel américain vient modifier profondément la dynamique sociale (mode de travail, relations familiales) et spatiale (construction de barrages et d'usines, urbanisation) de la région du SLSJ comme celles des communautés locales. En effet, avec l'implantation à Arvida (aujourd'hui Jonquière) de la plus grosse aluminerie des pays de l'Ouest et des papetières, une partie des villageois ou agriculteurs quittent leurs terres pour aller travailler dans les usines et des villes-compagnies se forment.

Historiquement, Laterrière est l'une des premières initiatives de colonisation. Vers 1845, des colons de Bagotville et Grande-Baie (aujourd'hui Ville de La Baie) viennent y défricher quelques lots (figure 2). Avec le concours du Père Jean-Baptiste Honorat, des pionniers tentent de fonder la première "Colonie libre", afin de s'affranchir de la Compagnie Price et du travail salarié de l'exploitation du bois. C'est donc sous le signe de l'agriculture et d'un désir d'affranchissement que s'est ouvert Laterrière, autrefois nommé *Grand-Brûlé*¹⁴.

FIGURE 2



2.1 Laterrière: une dynamique périurbaine en voie d'industrialisation

Dans les années 50, l'ouverture de la route 175 (boul. Talbot) amène la création d'une zone de villégiature (résidences secondaires des citadins) le long des rivières, tout en divisant le territoire en deux. Avec l'accessibilité des moyens de transport et conséquemment l'accroissement des échanges avec les villes avoisinantes, la différenciation entre le mode vie rural et urbain s'estompe: les résidents recherchent la tranquillité de la campagne et travaillent à la ville. Un mouvement particulièrement sensible de population se fait sentir entre 1976-1981 (+42%). Paradoxalement, la campagne devient un lieu pour la ville de se défaire de ses déchets: depuis 1972 Laterrière reçoit systématiquement les déchets du Haut-Saguenay, malgré plusieurs tentatives pour faire fermer le site à cause de sa non conformité.

Au début des années 80, l'annonce de la construction prochaine d'un complexe industriel, au centre géographique de Laterrière, chamboule l'organisation territoriale prévalante et éveille la convoitise de la ville de Chicoutimi¹⁵. Fusion et annexion sont à l'ordre du jour. Cependant la résistance des laterrois face au projet d'annexion de leur municipalité par Chicoutimi aboutit à un compromis politique soit l'annexion partielle du site industriel (figure 2). Enfin, en 1989, Laterrière acquiert, auprès de Québec, un statut de ville.

LE MOUVEMENT DE POPULATION

Laterrière n'échappe pas au mouvement de croissance des municipalités périurbaines de la région du SLSJ, amorcé vers le milieu des années 70. Ainsi, la plupart des municipalités, sises dans un rayon de ± 10 km des villes (Gagnon et al., 1994), ont presque toutes connu une augmentation démographique plus ou moins importante. Il faut dire qu'entre 1971-1991 la population de la région augmente de 10% et par la suite stagne (CRSSS, 1993). L'analyse récente du mouvement intrarégional des populations locales illustre le renforcement de la plupart¹⁶ des pôles urbains régionaux (La Baie, Alma, Chicoutimi, Saint-Félicien, Dolbeau-Mistassini) et de leurs couronnes ainsi qu'un relatif déclin des localités périphériques à ces pôles (Gagnon et al, 1994).

Laterrière, localisée en périphérie de trois villes industrielles, s'inscrit dans cette tendance régionale, se distinguant toutefois par une hausse spectaculaire de sa population, soit une augmentation de plus de 100%, entre 1971 (2 189h) et 1991

(4,690h)¹⁷. Retenons que c'est entre 1976 et 1981 que la plus forte augmentation (42%) se fait sentir, soit avant même l'implantation de l'usine d'électrolyse. Il faut noter que cette hausse peut s'expliquer à la fois par un accroissement (146%) des naissances (1971-1981) et par une arrivée de migrants (1976-1981), tous groupes d'âge confondus.

LOCALISATION DES ENTREPRISES ET DES MÉNAGES

Si le phénomène de périurbanisation est associé à la théorie de relocalisation des entreprises et du capital, qu'en est-il au juste des facteurs pouvant expliquer une telle croissance démographique à Laterrière? D'abord, du côté des entreprises, la ville dénombrait 45 entreprises en 1977, sans compter les fermes, alors que le nombre passe à 175 en 1994. Cela équivaut à un triplement du nombre d'entreprises, principalement dans le secteur tertiaire. Voulant profiter d'une conjoncture favorable et mettre en place une stratégie de développement économique local, à l'intérieur d'un contrat social et d'un partenariat, le Conseil municipal a investi dans un parc industriel où seront favorisés les éco-entreprises, c'est-à-dire celles respectant l'environnement (Laterrière, 1991).

Concernant le choix de Laterrière par les ménages, les principales raisons évoquées pour justifier ce choix sont: la qualité de l'environnement (10), la filiation familiale (9), l'emploi à Laterrière (2), le patrimoine (1), le type d'agglomération (rural) (1) (entrevues, 1993). Si nous mettons en relation cette donnée avec celle du rapport emploi/population qui atteint 60,9% comparativement à 51,3% pour l'ensemble du SLSJ (1991) (Régie régionale de la santé et des services sociaux, 1993), il est loisible d'interpréter que le choix des ménages, en faveur de Laterrière, repose davantage sur des raisons socioenvironnementales (voir ci-haut) plutôt qu'économiques (par exemple l'emploi ou le coût peu élevé des taxes).

En outre, le revenu moyen des personnes est plus élevé à Laterrière (23 748\$) que dans cette région (21 917\$) et légèrement supérieur à celui des résidents de la capitale régionale, Chicoutimi (23 168\$). De plus, la majorité des ménages sont propriétaires. C'est en 1985-1986 qu'ont été émis, par la municipalité, le plus grand nombre de permis de construction et de rénovation¹⁸, années où ont commencé les travaux de l'usine. Mais s'agit-il d'une coïncidence, puisque le nombre de permis a continué d'augmenter depuis 1991?

LATERRIÈRE: UNE VILLE-DORTOIR?

Cela en fait-il pour autant une ville-dortoir? Pour ce, regardons de plus près la fréquentation du lieu de travail par la population active de 15 ans et plus (tableau 1). Si nous comparons le lieu de travail de la population active majeure par rapport à la population travaillant à Laterrière, il est possible d'observer que la proportion de cette dernière diminue: elle passe de 38% (1971) à 21% (1981) et remonte à 26% (1991). Toutefois, l'analyse des statistiques montrent que sur une période de 20 ans, il y aurait eu création d'emplois à Laterrière: en 1971, 175 personnes disent travailler à Laterrière, alors qu'en 1991 elles sont 505, soit une variation positive de 330 emplois (tableau 1). Si nous examinons la répartition de la population active par secteur d'activité, il est possible d'observer que c'est dans les domaines d'abord des services socio-culturels, personnels et des communications du commerce de détail et ensuite du transport et des communications, de l'hébergement et restauration, administration publique et défense que se retrouve la majorité de la population active (tableau 2 et figure 4). Cette croissance ne peut donc pas être attribuée directement aux emplois directs de l'usine puisque seulement 31 travailleurs d'Alcan y résident (1993)¹⁹. Cependant, l'augmentation du personnel de la Coopérative forestière de Laterrière pourrait expliquer en partie cette augmentation globale.

Chicoutimi étant la ville où se concentre la majeure partie du commerce et des institutions régionales, la majeure partie de la population active y trouve donc là un emploi (tableau 1 et figure 3). À Jonquière, centre historique des activités industrielles, la récession et la modernisation ont entraîné un nombre dramatique de perte d'emplois. C'est possiblement pourquoi le nombre de laterrois y travaillant chute de plus de 60%, alors que le nombre de travailleurs à La Baie se maintient entre 1981-1991 (tableau 1).

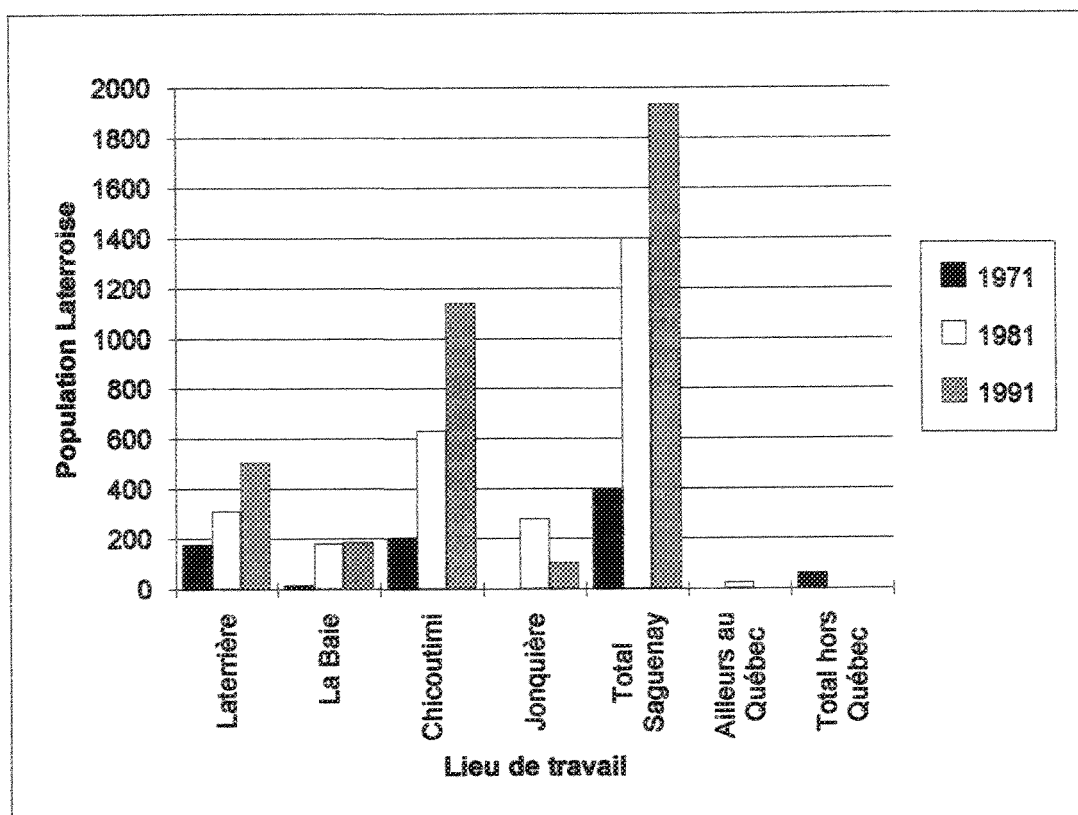
Sur la seule base des statistiques sur la provenance du lieu de travail, il pourrait sembler facile de caractériser la dynamique comme étant celle d'une ville-dortoir. Par contre, il est intéressant de noter que la population se définit comme vivant dans un milieu rural, dans une proportion de 51% (n=23). Pour 13% (n=6) des répondants, ils disent appartenir à un milieu urbain tandis que pour les autres 33% (n=15) ils s'identifient à la fois à la ville et à la campagne. Mais au-delà des perceptions, n'existe-t-il pas une activité économique endogène? Deux secteurs économiques seront examinés: l'agriculture et la forêt.

TABEAU 1
ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION DU LIEU DE TRAVAIL
1971-1991

	1971	1981	1991
Laterrière	175	310	505
La Bale	15	180	185
Chicoutimi	205	630	1140
Jonquière	0	280	105
Ailleurs au Saguenay	0	0	0
Total Saguenay	395	1400	1935
Alma	0	0	0
Ailleur au Lac-St-Jean	0	0	0
Total Lac-St-Jean	0	0	0
Ailleurs au Québec	0	25	0
Total Québec	395	1425	1935
Total hors Québec	60	0	0
Autre lieu de travail	0	0	0
Total:	455	1425	1935

*Source : Statistique Canada. Recensements 1971, 1981, 1991. Tous les chiffres, y compris les totaux sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers la bas) jusqu'à un multiple de 5. Échantillon: 20% de la population.

FIGURE 3
ÉVOLUTION DE LA FRÉQUENTATION DU LIEU DE TRAVAIL



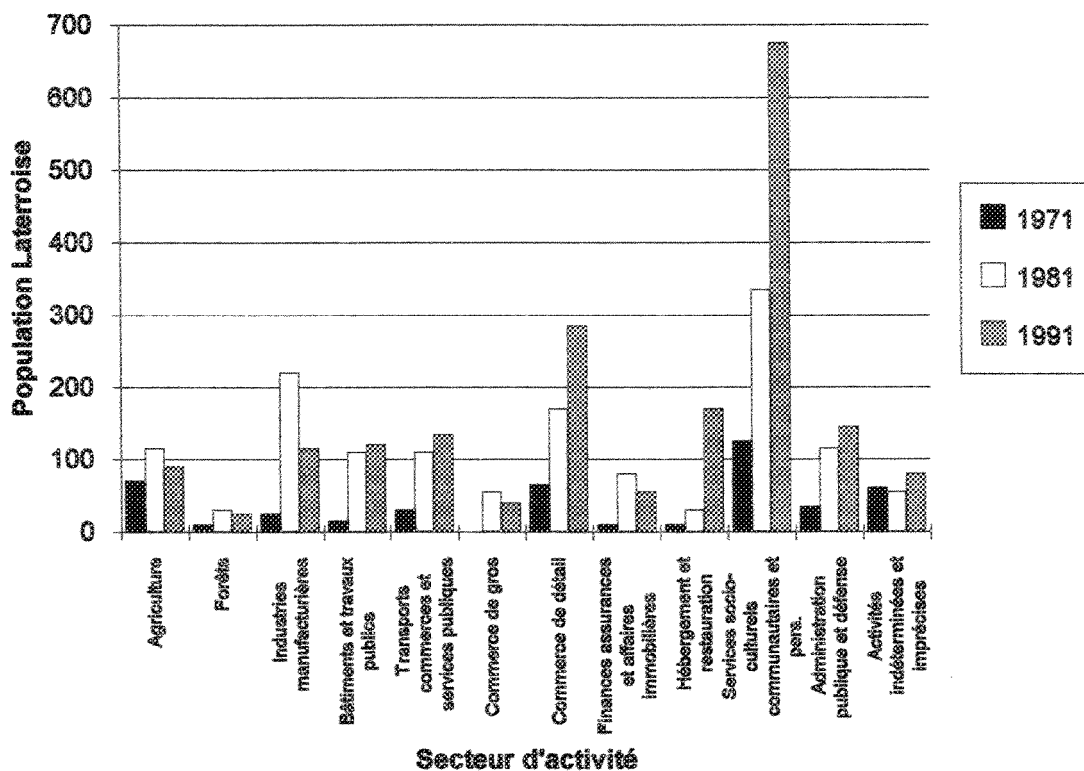
*Source : Statistique Canada. Recensements 1971, 1981, 1991. Tous les chiffres, y compris les totaux sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers la bas) jusqu'à un multiple de 5. Échantillon: 20% de la population.

TABEAU 2
ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
1971-1991

	1971	1981	1991
Agriculture	70	115	90
Forêts	10	30	25
Industries manufacturières	25	220	115
Bâtiments et travaux publics	15	110	120
Transports commerces et services publics	30	110	135
Commerce de gros	0	55	40
Commerce de détail	65	170	285
Finances assurances et affaires immobilières	10	80	55
Hébergement et restauration	10	30	170
Services socio-culturels communautaires et pers.	125	335	675
Administration publique et défense	35	115	145
Activités indéterminées et imprécises	60	55	80
Total:	455	1425	1935

*Source : Statistique Canada. Recensements 1971; 1981; 1991. Tous les chiffres, y compris les totaux, sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers la bas) jusqu'à un multiple de 5. Échantillon: 20% de la population.

FIGURE 4
ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



*Source : Statistique Canada. Recensements 1971; 1981; 1991. Tous les chiffres, y compris les totaux, sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers la bas) jusqu'à un multiple de 5. Échantillon: 20% de la population.

L'EXPLOITATION DE LA FORÊT ET DES TERRES AGRICOLES: UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ENDOGÈNE?

À elle seule, la Coopérative forestière de Laterrière nous porte à répondre par l'affirmative. Pour la seule période estivale, la coopérative engage quelque 500 travailleurs, mais jamais plus de 300 à la fois. Près de 40% des emplois sont comblés par la population laterroise, ce qui totalise près de 8% de la population active (entrevue, 1993). Cependant, les activités de production de la Coopérative forestière de Laterrière ne sont pas limitées au seul territoire municipalisé. Elle possède des territoires de coupe et des scieries dans la région étendue du Saguenay et son réseau de clients comprend des multinationales localisées dans cette région et des acheteurs de bois d'oeuvre nord-américains mais aussi outre-atlantiques (Angleterre, Écosse, Italie, Israël, Arabie Saoudite) (entrevue, 1993). L'évolution phénoménale de cette coopérative est entre autres choses visible par son chiffre d'affaires qui est passé de 519 000\$ à 14 405 000\$ en 20 ans (tableau 3).

Tableau 3

Évolution des activités de la Coopérative forestière 1972-1991

ACTIVITÉS/ ANNÉE	1972	1981	1992
SUPERFICIE (HA) EXPLOITÉE	400	2 000	2 000
CHIFFRE D'AFFAIRES (1 000\$)	519	4705	14 405
NOMBRE D'EMPLOYÉS	80	100	300

Source: *Entrevue auprès de la Coopérative forestière, 1993*

Outre la récente évolution de la Coopérative forestière, il apparaît fondamental de se pencher sur l'agriculture, activité traditionnelle et encore aujourd'hui source d'emplois locaux pour la communauté. Toutefois, de nombreux changements se sont introduits dans ce secteur, tant à l'échelle régionale que nationale. Laterrière participe à ces tendances supralocales. Première tendance: nous observons une diminution du nombre de fermes qui passe de 56 à 36 en 20 ans (tableau 4).

Tableau 4
Évolution du nombre de fermes à Laterrière, 1971 à 1993

Nombre/année	1971	1976	1981	1991	1993
Nombre de fermes	56	58	59	37	36

Source: *Le rôle d'évaluation municipale, 1971, 1976, 1981, 1991*, Services des finances de la municipalité de Laterrière. Pour l'année 1993, l'UPA régionale et le ministère des pêcheries, de l'agriculture et de l'alimentation du Québec, régionale (documents de travail et communications 18/03/93).

Maintenant si l'on compare le nombre d'hectares possédés et cultivés, il est loisible de noter une diminution importante de la superficie cultivée entre 1971(8912 ha) et 1991 (5535 ha) (tableau 5). En chiffres relatifs, cela signifie une diminution de 68% à 56% de la proportion de la superficie cultivée par rapport à la superficie majeure (tableau 5). Comparativement à l'ensemble de la région du SLSJ, la diminution de la superficie est moins drastique puisqu'elle représente 41% contre 66% pour l'ensemble de la région. Ce qui ne veut pas dire pour autant que la productivité agricole ait diminué au total: au contraire elle a augmenté. Lors des entrevues avec huit agriculteurs laterrois, ces derniers identifient les changements survenus dans leur mode de production: diversification et croissance de la production, rendues possibles grâce à une plus grande mécanisation et à de meilleures technologies.

Cette diversification de la production s'illustre aussi par les types de ferme et de culture; alors qu'auparavant la production laitière dominait, aujourd'hui l'élevage du porc et du bovin ainsi que la transformation des fermes pour l'horticulture et le gazon (autres) font partie du paysage agricole (tableau 6).

Tableau 5

**Évolution de la superficie possédée et cultivée à Laterrière
par rapport à celle de la région du SLSJ**

Année/ Nombre d'hectares					
	1971	1976	1981	1986	1991
Laterrière					
Superficie possédée	13 069	10 803	10 491	10 484	9 877
Superficie cultivée*	8 912	6 592	7 729	7 389	5 535
Saguenay—Lac-Saint-Jean					
Superficie possédée	511 999	476 394	359 051	223 372	181 287
Superficie cultivée ¹	382 938	339 453	244 996	129 671	120 416

Source: Statistique Canada, *Recensement 1971, Agriculture*, Mars 1973, p. 50-12 et 50-22.
 Statistique Canada, *Recensement 1976, Agriculture*, 1978, p.1-1604-7, 4-12, 4-13 et 4-21.
 Statistique Canada, *Recensement 1981, Agriculture*, Octobre 1982, p. 12-14, 23-14, 23-25 et 23-45.
 Statistique Canada, *Recensement 1976, Agriculture Québec*, Décembre 1987, p. 1-160, 4-7, 4-12, 4-13 et 4-21.
 Statistique Canada, *Recensement 1991, Profil agricole du Québec, Partie 2*, Décembre 1992, p. 31, 32 et 39.

1. La superficie cultivée inclut les superficies dites en culture, en pâturage, jachère et autres. Toutefois, elle exclut les superficies dites de bois et autres.

Tableau 6

Le type de production des fermes laterroises en 1993

Type de production	Nombre
Élevage	
Laitière	20
Boucherie bovine	6
Boucherie porcine	1
Culture	
Horticulture	4
Autres	5

Source: Ministère des pêcheries, de l'agriculture et de l'alimentation du Québec, Bureau régional.

Est-ce que ces changements dans la production mais aussi dans la conjoncture globale (zonage agricole, établissements de quotas, modernisation) ont entraîné une diminution d'emplois ou de revenus chez les agriculteurs laterrois? Sur la base de huit répondants, sans entrer dans les détails, six d'entre eux affirment que leurs revenus se sont améliorés depuis vingt ans et quatre d'entre eux ont engagé davantage de personnel, principalement pendant la période estivale. Mais l'avenir n'est pas perçu pour autant comme prometteur:

« [...] On n'est pas tellement d'agriculteurs au Saguenay. Tous les ans il y en a quelques-uns qui arrêtent. D'ici quelque dix ans ça va s'éteindre; il n'y a pas de relève. Ça coûte trop cher à acheter» (Y-20).

« [...] L'avenir c'est assez dur pour les jeunes. D'après moi certains producteurs vont avoir jusqu'à 800 vaches à lait; il va y avoir deux ou trois producteurs dans la paroisse; ça sera pas individuel, ça va être en compagnie» (Y-16).

Ainsi l'agriculture à Laterrière, malgré les changements et les difficultés rencontrés, contribue au dynamisme de l'activité économique locale. À cela, il faut ajouter une série de petites entreprises locales qui oeuvrent dans le domaine récréotouristique (campings, érablières, centres de plein-air, etc.), nouvelle vocation qu'entend développer la municipalité.

En réponse à la question que nous avons posée précédemment, à savoir si Laterrière est une ville-dortoir, nous croyons que ce qualificatif ne correspond pas à la dynamique sociospatiale singulière de cette communauté pionnière. En effet, cette dernière est caractérisée par une activité économique endogène animée par une coopérative forestière active (près de 20% de la population active et un chiffre d'affaires de 14M\$), une trentaine de fermes productives, 175 entreprises oeuvrant en majeure partie dans le tertiaire, une stimulation par la municipalité du développement économique local²⁰ et un renforcement de la vocation récréotouristique (base de plein air, érablières, circuit patrimonial)²¹. Si l'ensemble de ces indicateurs nous aident à comprendre le mouvement de périurbanisation et d'industrialisation de la dynamique laterroise, ils ne sont toutefois pas suffisants pour saisir une dimension plus immatérielle de son développement mais non moins cruciale, soit son tissu social, notamment la vitalité de sa communauté et la qualité des rapports entre ses membres.

2.2 La vitalité sociale de la communauté laterroise²²

C'est à Bowles (1981) qu'est emprunté le concept de vitalité sociale. Bowles associe la vitalité sociale d'une communauté à l'existence d'un tissu social, voire d'un modèle d'organisation (pattern) dans lequel la communauté et ses membres participent à la mise sur pied d'activités collectives (traduction de l'auteure, Bowles, 1981: 48).

Afin de mesurer la présence ou non d'une vitalité sociale dans la communauté laterroise, quelques variables ont été retenues: la fréquence et la qualité des rapports avec le voisinage et l'ensemble de la communauté, la présence d'un réseau communautaire actif, le niveau de participation des membres de la communauté aux activités locales, l'ancrage spatial des activités culturelles et de loisirs, le sentiment d'appartenance au cadre de vie, la valorisation du patrimoine et enfin la capacité des membres ou acteurs locaux d'exercer une certaine maîtrise sur des événements exogènes à la communauté.

La présence de rapports avec le voisinage peut être un indice de vitalité sociale et/ou de qualité du tissu communautaire. À la question connaissez-vous votre voisinage ou des membres de la communauté laterroise, 64,5% (n=29) disent le connaître beaucoup et 35,5% disent le connaître peu (n=13) ou pas du tout (n=3). Ce voisinage, distinct de la famille, est fréquenté souvent ou à l'occasion dans une proportion de 55% (n=25) ou rarement dans une proportion de 45% (n=20). De façon presque'unanime, plus de 90% des répondants se montrent satisfaits de leurs relations avec les autres membres de la communauté et se sentent en sécurité par rapport à leur environnement.

L'organisation communautaire formelle à Laterrière n'est pas en reste. Quelque 32 organismes (chiffres de la municipalité, 1992), formant un réseau, animent la vie sociale et culturelle de la collectivité. Ils organisent diverses activités liées soit à l'église, la vie municipale, les jeunes, les personnes âgées, le culturel, le récréo-tourisme. Ainsi, 54% (n=25) des répondants font partie d'une de ces associations locales à but non lucratif. De son côté, la municipalité consacre une ressource humaine à plein temps pour l'animation communautaire et les loisirs.

Lorsque nous avons demandé aux personnes ayant plus de 20 ans de résidence si elles percevaient des changements dans la vie communautaire depuis une vingtaine d'années, 84% (n=21) ont répondu par l'affirmative. Comment nomment-elles ces

changements? Pour certaines, ce changement se concrétise par une augmentation des activités socio-culturelles, pour d'autres par un accroissement de population, voire "d'étrangers", par un agrandissement de la ville ou encore par l'arrivée d'une grande usine.

L'autre indicateur de la vitalité sociale se rapporte à la fréquentation des laterrois aux activités sociales (sportives ou culturelles) organisées par la communauté. Seulement 43% (n=20) des laterrois disent participer à ce type d'activités. Par contre, Laterrière, par rapport aux autres municipalités avoisinantes, demeure le lieu privilégié pour le choix d'activités de loisirs, de détente et de famille: sur 44 répondants 29, soit 66%, choisissent habituellement (n=25) ou à l'occasion (n=4) leur ville pour y tenir ces activités. (Nous expliquons la différence entre les deux réponses par le fait que dans les premiers résultats, il s'agit d'une participation à des activités formelles identifiées).

Le contexte de mutation démographique intense et d'industrialisation des 20 dernières années s'est traduit par une sorte d'éclatement de la centralité de Laterrière, c'est-à-dire par l'étalement des résidences dans les rangs agricoles, le renforcement touristique et résidentiel de l'axe est-ouest (Portage-des-Roches), la commercialisation du centre et enfin la perte de son centre géographique pour des fins d'industrialisation.

Devant ces constats, il y avait lieu de se demander s'il existe encore un sentiment d'appartenance des membres vis-à-vis la communauté, voire une reconnaissance des lieux collectifs ou patrimoniaux. Lors des entrevues réalisées auprès de plus d'une quarantaine de résidents, une question portait sur le sentiment d'appartenance envers la communauté laterroise, 82% (n=40) des répondants disent s'identifier à ce milieu de vie. Les lieux de cette identification concernent majoritairement la communauté villageoise (n=19), l'environnement et le patrimoine (n=10) ou encore la filiation (n=6). Cet attachement à la communauté ne semble pas non plus éphémère à court terme. À la question: Prévoyez-vous déménager à la prochaine occasion, 39 des 45 répondants, soit 86%, répondent par la négative. Par contre, lorsque la question s'adresse au lieu de résidence anticipé pour les jeunes de la maison, seulement 33% (n=6) des répondants prévoient que leurs enfants vivront à Laterrière alors que 27% (n=5) ne croient pas qu'ils y demeureront. Et l'avenir de Laterrière? Deux types de réponses, à prime abord contradictoire: 15 répondants croient que le territoire gardera sa vocation rurale, 16 autres entrevoient une expansion continue jusqu'à la fusion avec Chicoutimi (n=9).

La valorisation du patrimoine, notamment par la mise en valeur du cadre bâti historique, à la fois par des particuliers ou par l'organisation municipale, est un indicateur de la reconnaissance des lieux et de l'histoire locale par la communauté. Cet effort de mise en valeur devient à notre avis un indicateur de vitalité sociale. Consciente de l'ensemble patrimonial constitué par l'église, le presbytère, le cimetière, le moulin du Père Honorat et la maison Gauthier, la municipalité s'est donnée un plan de mise en valeur du périmètre historique (1991), "assise du plan de développement touristique" (1990). Mais cette orientation est-elle partagée par les citoyens? À la question considérez-vous que le patrimoine bâti est suffisamment mis en valeur?, seulement 46% (n=21) des personnes répondent par l'affirmative alors que 44% (n=20) affirment que non. Ces dernières aimeraient globalement une plus grande accessibilité au moulin et à la maison historique (propriétés privées) ainsi qu'une plus large publicité sur leur patrimoine. Pour la plupart d'entre eux, le patrimoine c'est ce qui donne un cachet, un charme, une fierté à Laterrière.

Concernant la capacité des membres ou acteurs locaux d'exercer une certaine maîtrise sur des événements exogènes à la communauté, nous prendrons pour exemple la question de l'annexion du territoire souhaitée par Chicoutimi. Ce projet politique, piloté par le député provincial du comté de Chicoutimi, a soulevé une mobilisation d'une partie importante de la communauté et seul le territoire industriel fut finalement annexé à la ville (voir Gagnon, 1991).

À partir des indicateurs choisis²³ et des résultats préliminaires obtenus par les entrevues et les observations, nous avançons l'idée que le sentiment d'appartenance manifeste au cadre et milieu de vie, le niveau remarquable d'organismes communautaires et la qualité des rapports entre les membres de la communauté, les préoccupations face à la mise en valeur du patrimoine bâti témoignent d'une vitalité sociale forte et bien ancrée. Toutefois, cette vitalité s'appuie tout probablement sur un noyau, sur un réseau d'individus actifs où les liens de filiation sont significatifs. Pour vérifier le renouvellement et la pérennité de cette vitalité, il importerait de mieux connaître les caractéristiques socio-économiques des nouveaux résidents, dans quelle mesure ces derniers et les jeunes (ceux arrivés au début des années 80) sont intégrés à cette dynamique sociale communautaire, dans quelle mesure l'expansion de son industrialisation voire l'urbanisation institutionnalise sa vitalité sociale et aussi dans quelle mesure la présence d'un acteur économique mondial, attentif aux soubresauts locaux, permet de conserver une certaine spontanéité et confiance dans les rapports mutuels des membres de la communauté.

3. MODERNISATION INDUSTRIELLE, PARAMÈTRES DU PROJET INITIAL ET PROCÉDURE D'ÉVALUATION

3.1 Le programme de modernisation d'Alcan

Les préparatifs en vue de la construction de Laterrière ont été initiés par la compagnie Alcan, dans le cadre de son programme de restructuration et de modernisation. Déjà, au début des années 70, plusieurs affirmations d'Alcan laissaient entrevoir des changements majeurs, notamment pour la région du SLSJ (Gagnon, 1991). Cette région concentre la grande partie de la production d'aluminium primaire d'Alcan en Amérique du Nord, notamment à cause des conditions exceptionnelles obtenues historiquement par cette multinationale pour la production de sa propre énergie hydroélectrique. Alcan produit son énergie en principe pour des fins industrielles pour l'ensemble de ses usines du Québec mais vend ses surplus, depuis toujours, à des entreprises régionales et à Hydro-Québec, grâce à une puissance installée de 2 687 MW. Son coût unitaire, quoique publiquement non connu, serait le plus bas des pays de l'OCDE: ce qui constitue pour la Compagnie un avantage concurrentiel indéniable (OCDE, 1983).

Par ailleurs, à cette même époque, l'industrie mondiale de l'aluminium connaît un cycle à la baisse. Alcan adopte alors une stratégie visant à moderniser et relocaliser ses vieilles usines d'électrolyse du Québec afin, entre autres, de diminuer son coût de production en réduisant la taille des usines et en diminuant leur consommation d'énergie. L'usine d'Arvida, qui produit alors près de 500 000 tonnes/année (ou 500 kt/a), est directement visée. En 1977, en pleine crise du marché de l'aluminium, Alcan annonce la construction d'une nouvelle usine à Grande-Baie, première étape de la modernisation (figure 1). Quelque sept ans plus tard, Alcan annonce officiellement le projet Laterrière, présenté cette fois comme une usine de remplacement visant à éliminer les vieilles cuves Söderberg de l'usine d'Arvida (Jonquière). Ces quelques énoncés visent à démontrer que le projet Laterrière s'inscrit dans un contexte économique mondial dont les conséquences régionales sont particulièrement perceptibles.

3.2 Le projet Laterrière

Le nouveau complexe d'électrolyse d'alumine ne débutera ses opérations qu'en décembre 1989, suite à des reports motivés par la récession économique.

L'aluminerie est localisée dans la ville de Laterrière, à environ une quinzaine de kilomètres de Chicoutimi, le long de la route 175, à l'entrée régionale de la Réserve faunique des Laurentides. Ce choix de localisation n'est pas seulement de nature technico-économique, mais fait appel à des motifs politiques²⁴. À proximité d'un bassin de population urbanisé et des autres infrastructures d'Alcan, le site industriel occupe une superficie de presque 100 ha et l'ensemble de la zone d'influence recouvre quelque 900 hectares, soit l'équivalent de 9 km² (figure 2).

Le complexe comprend deux salles de cuves d'électrolyse à anodes précuites (0,7 km), un centre de coulée et les infrastructures connexes, soit le chemin de fer, la ligne de transmission d'énergie et des postes de manutention et de stockage de matières premières²⁵. Ce projet a nécessité des investissements de l'ordre des 800 millions de dollars. La capacité nominale prévue de l'usine était au départ de 250 kt/a (1982), mais elle a été finalement fixée à 210 kt/a (chiffres 1994). Elle produit principalement du lingot de laminage qui est exporté un peu partout dans le monde, particulièrement en Allemagne. Quelque cinq cents employés, provenant majoritairement de l'usine d'Arvida, y travaillent.

3.2.1 La procédure d'évaluation de ce projet

Comme il est mentionné en introduction, aucune aluminerie du Québec n'a été soumise, jusqu'à présent, à la procédure formelle d'examen et d'évaluation des impacts environnementaux²⁶. Cependant, certaines infrastructures dites complémentaires du projet ont été assujetties à la procédure²⁷. Tel est le cas de Laterrière où seule une *Étude de répercussions environnementales* (ÉRE) a été fournie par le promoteur pour l'approbation du site de l'usine. Cette dernière fut réalisée par la firme montréalaise d'ingénieurs Marsan et associés (1982). Elle comporte un résumé, deux volumes sur l'usine proprement dite et deux annexes sur les infrastructures complémentaires (ligne de chemin de fer et ligne de transmission électrique). Typiquement à ce genre d'étude d'impacts, le lecteur retrouve une description et justification du projet, une description de l'environnement, une simulation de la dispersion atmosphérique des émissions, les retombées économiques justifiées à l'échelle régionale et enfin une évaluation des répercussions environnementales et celles sur le milieu humain (ce que l'on nomme ici comme étant les impacts sociaux).

Du point de vue de l'information ou de la validation des données contenues dans l'ÉRE, aucun groupe ou communauté concernés (Laterrière, Chicoutimi) n'a été formellement consulté. Certes il y a eu des rencontres informelles par le service des relations publiques de la Compagnie auprès des élus, mais l'étude n'a circulé ni avant ni après le projet. Encore aujourd'hui, il est encore très difficile de trouver une copie dans les bibliothèques publiques²⁸. Il y a une version révisée de l'étude (1988), mais après plusieurs démarches, il a été impossible d'y avoir accès.

4. L'ANALYSE EX POST DES IMPACTS SOCIOESPATIAUX À L'ÉCHELLE LOCALE

Le noeud de cette recherche comporte deux aspects distincts. Premièrement, l'examen a posteriori porte sur les impacts prévus dans l'ÉRE. Une fois ceux-ci recensés, nous avons tenté de mesurer s'il y avait eu ou non modification par rapport à l'anticipation originale. Si une modification était notée, nous la qualifions de majeure ou mineure sur la base des données colligées entre 1989-1993. Deuxièmement, l'investigation empirique visait à identifier des impacts non prévus et significatifs pour la communauté, à partir des perceptions des résidants de Laterrière. L'ensemble des résultats reposent sur diverses techniques de cueillette de données, soit l'analyse de contenu²⁹, l'entrevue, l'observation, l'analyse des statistiques.

4.1 Les impacts sociospatiaux prévus

Les impacts sociospatiaux, prévus dans l'ÉRE (6.2.3 et 6.2.4), ont ici été regroupés en 7 variables (tableau 7, page 43):

- √ UTILISATION DU TERRITOIRE
- √ QUALITÉ VISUELLE DU PAYSAGE
- √ INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
- √ URBANISATION
- √ DÉMOGRAPHIE
- √ QUALITÉ DE VIE
- √ ACTIVITÉ TOURISTIQUE

La majorité des répercussions prévues, soit 60%, concerne l'organisation spatiale c'est-à-dire l'utilisation du territoire, la qualité visuelle du paysage, les infrastruc-

tures de transport et l'urbanisation. L'autre 40% concerne la qualité de vie (environnement biophysique), la démographie et l'activité touristique.

L'analyse ex post de ces impacts a été réalisée en fonction de deux critères:

- 1) **le type de modification observée par rapport à l'anticipation;** la modification peut être majeure ou mineure ou non connue (les données ne sont pas disponibles et/ou accessibles pour établir une confrontation ou encore l'information initiale est trop floue pour établir une différence). Dans le cas où il a été impossible de constater ou d'avoir un indice de modification ou encore que la modification a eu lieu précédemment à l'étude d'impact, le terme aucune est choisi. Dans le cas où l'impact énoncé concerne les infrastructures complémentaires ou l'ensemble de la région, le terme non vérifié est utilisé.
- 2) **la nature de la modification;** il s'agit ici d'explicitier la source et la nature du changement observé par rapport à l'anticipation initiale.

Comme les répercussions présentées dans l'étude de 1982 ont été insuffisamment documentées ou étayées, l'évaluation a posteriori des impacts est donc tributaire de cette anticipation initiale et de son imprécision. Seuls les impacts pour lesquels nous avons observé des modifications ou obtenu les données seront ci-dessous discutés.

VARIABLE 1: L'UTILISATION DU TERRITOIRE

Cinq impacts ont été annoncés par le promoteur concernant l'utilisation du territoire (voir tableau 7): 1) changement de vocation d'agricole à industrielle; 2) modifications dans l'usage agricole à cause des infrastructures de ligne de chemin de fer et de ligne électrique (non vérifié); 3) incidence sensible des retombées des émissions de fluorures sur l'agriculture; 4) vocation de villégiature et résidentielle de la zone d'influence, transformée en vocation industrielle; 5) retombées atmosphériques cumulatives négligeables des usines d'Arvida et de Grande-Baie (évaluation non connue) .

La description des impacts majeurs sur l'exploitation et la vocation agricoles laterroises se limite à deux pages dans lesquelles il est dit:

«On peut donc conclure que les émissions de fluorures de l'usine projetée pourraient avoir un effet négatif sur les deux exploitations laitières de la zone d'option d'achat si celles-ci ne sont pas relocalisées. En revanche, on ne

prévoit pas d'impact significatif en ce qui concerne les deux autres fermes compte tenu de la rotation du cheptel» (1982: 245).

Rappelons que:

«Les émissions de fluorures constituent [...] la source la plus importante des répercussions potentielles des alumineries sur le milieu ambiant. Les fluorures dispersés en trop grande quantité dans l'air ambiant affectent en effet la végétation, les cultures et le bétail qui consomme les fourrages contaminés par les fluorures» (1982: 203).

Concernant le changement de vocation et de zonage, dix exploitants agricoles devaient originellement faire partie de ces déménagements (1982: 253). Or selon les données d'Alcan, seulement deux fermes laitières ont été achetées et ces dernières n'ont pas été relocalisées.

Il est intéressant de noter que, dans la section des mesures de mitigation, le promoteur se proposait «d'orienter la vocation agricole vers un mode d'utilisation agricole, comme par exemple, la production de céréales ou tout autre développement compatible avec les nouvelles conditions environnementales créées par la présence de l'usine» (1982: 288). Évidemment, l'industrie laitière est la plus directement affectée par ce type d'usine. Effectivement, il est possible d'observer une diminution importante du nombre de fermes entre 1981 et 1993 (de 59 à 36, voir tableau 4) ainsi qu'une réorientation des types de culture (tableau 6). Cela dit, la présence de l'usine a effectivement entraîné non seulement un changement d'affectation du sol — ce qui évidemment avait été anticipé dans l'ÉRE — mais indirectement celle la vocation agricole de l'ensemble du territoire. Bien que l'exploitation de l'usine ne puisse expliquer à elle seule les changements survenus dans la production agricole laterroise, elle constitue selon nous un facteur suffisamment contributif pour qualifier la présente modification de majeure.

La détermination d'une zone d'influence concernant les retombées de fluorures, notamment pour le secteur agricole sensible et servant à l'achat des terres pour la zone tampon, s'est faite sur la base d'un modèle mathématique de simulation (BLP) délimitant un isoplèthe ou une ligne de contours desdites retombées sur le sol³⁰. Toutefois, il s'est avéré que le modèle prévu (1982) ne correspond pas à la dispersion réelle des retombées de fluorures sur le territoire laterrois. En effet, le MENVIQ a communiqué à la municipalité de Laterrière le 17 mai 1993 une représentation graphique, elle-même produite par Alcan, des suivis mensuels des concentrations du fluor gazeux dans les stations de mesures urbaines de l'usine

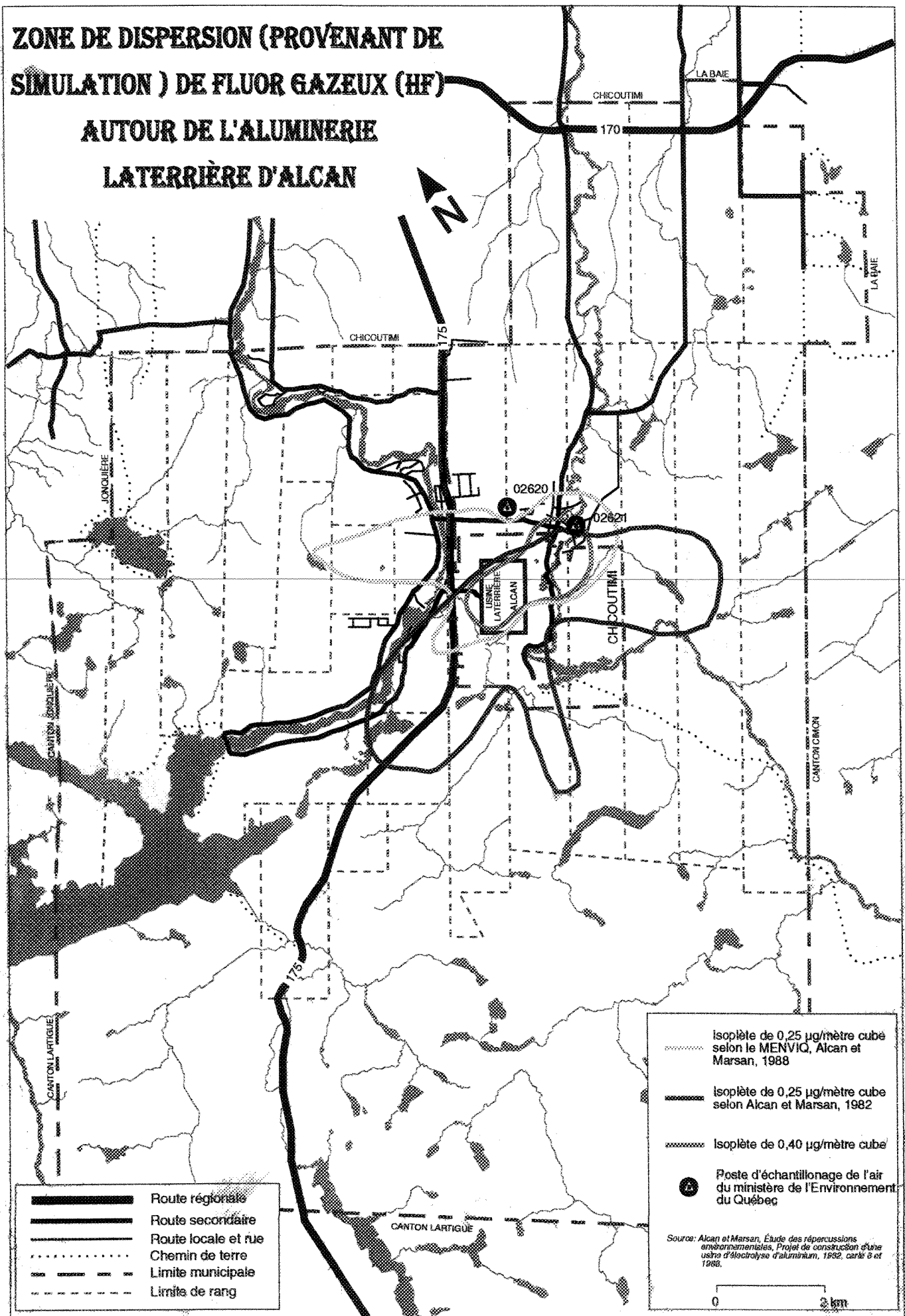
Laterrière pour les années 1990 et 1991. Cette représentation montre pour la station 4, sise dans le secteur habité du Moulin Père-Honorat, des dépassements entre janvier et mai 1991 allant jusqu'à 2,4 fois la limite de $0,25 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ³¹. Les résultats en 1992 indiquent une moyenne de $0,44 \mu\text{g}/\text{m}^3$ (ce qui peut supposer des pointes atteignant $1,5 \mu\text{g}/\text{m}^3$ [mai 1992, données Alcan]). Mais, selon Alcan, ce dépassement devait être réglé en 1993³². Or, pour les trois premiers mois de 1993, la moyenne se situait toujours à $0,45 \mu\text{g}/\text{m}^3$. Et comme le MENVIQ obtenait des résultats différents, c'est-à-dire supérieurs à ceux d'Alcan, le ministère a tout simplement décidé d'arrêter ses prélèvements, jusqu'à ce qu'une méthodologie commune soit trouvée (communication avec Ville de Laterrière, février 1994).

Par ailleurs, concernant l'étendue géographique des retombées, une carte (figure 5) reproduite par le MENVIQ en 1992, intitulée *Zone de dispersion (provenant de simulation) du fluor gazeux (HF) autour de l'aluminerie Laterrière d'Alcan*, montre que l'isoplèthe recouvre une partie du village, de la rivière Chicoutimi (source d'eau potable) et des terres comprises entre le village et la route 175 et celles du rang VIII. Ce nouvel isoplèthe, tracé en 1988, suite à une révision de celui de 1982, est largement délocalisé par rapport à la zone tampon établie par Alcan, selon un angle variant entre 15 et 30 degrés vers le village et recouvre une surface urbaine beaucoup plus importante. Si nous reportons sur le plan de la ville de Laterrière (figure 2) l'isoplèthe initial $0,25 \mu\text{g}/\text{m}^3$, nous observons donc une différence significative dans l'orientation géographique des dispersions atmosphériques. Les contours de l'isoplèthe de 1988 suivent un corridor orienté davantage nord-est. En outre, rien n'indique que les retombées actuelles correspondent ou non à cet isoplèthe. Cette modification dans l'isoplèthe constitue donc, compte tenu de sa portée, une modification majeure.

Le quatrième type d'impact lié à l'utilisation du territoire concerne la modification de la vocation résidentielle et récréative en zone industrielle. Seules les terres comprises (rang de la Chaîne) dans la zone tampon implantée par Alcan ont été soumises à un changement de zonage et de vocation, sur la base des calculs (isoplèthe) relatifs aux retombées de fluorures. Mais le modèle de dispersion s'étant révélé différent, le nouveau zonage ne correspond plus à la dispersion actuelle des retombées, selon une concentration prévue de $0,25 \mu\text{g}/\text{m}^3$. Comme cette dispersion recouvre un secteur résidentiel, il s'agit donc d'une modification majeure par rapport à l'anticipation.

FIGURE 5

ZONE DE DISPERSION (PROVENANT DE SIMULATION) DE FLUOR GAZEUX (HF) AUTOUR DE L'ALUMINERIE LATERRIERE D'ALCAN



Concernant le cinquième type d'impact, soit les impacts cumulatifs des émissions atmosphériques des trois usines, l'étude affirme que: «les émissions de fluorures provenant d'Arvida et de Grande-Baie sont négligeables comme impact potentiel sur l'environnement de Laterrière» (1982: 240). Le modèle ne fait que l'addition des contributions de chacune des installations existantes sur la région immédiate de Laterrière. Il ne calcule pas la contribution de Laterrière sur les installations existantes ni ne discute de l'impact sur la région immédiate de l'usine Grande-Baie qui se trouve à 16 km à l'est de l'usine Laterrière sous les vents dominants. Les impacts étant ainsi non connus, il devient donc impossible d'évaluer toute modification par rapport à l'anticipation.

VARIABLE 2: QUALITÉ VISUELLE DU PAYSAGE

«La dimension imposante du complexe projeté de même que la hauteur des structures verticales (48 m. dans le cas des six cheminées associées aux épurateurs) ne pourront passer inaperçues en raison du relief peu accentué du site choisi. Cependant les grandes usines et centrales hydroélectriques sont des composantes importantes de l'image de la région et pour cette raison, l'omniprésence des structures industrielles s'insère relativement bien dans le contexte paysager»(1982: 248).

Pour Alcan, l'essentiel de l'impact visuel découle de la dominance de l'usine sur le paysage environnant, mais ce dernier serait en quelque sorte compensé par le niveau d'acceptabilité de la population régionale, habituée aux infrastructures industrielles. Bien que le complexe industriel ne soit pas visible sur tout l'ensemble du territoire municipalisé, certains résidants ressentent l'impact visuel de la présence de l'usine (voir point 4.2, variable 5).

Alors que le promoteur annonce qu'aucune émanation gazeuse ne sera perçue, 16 interviewés affirment voir des émanations dans certaines circonstances, tel le soir surtout ou lorsque le temps n'est pas beau (pression à la baisse) ou très froid ou lors des changements d'équipes de travail.

Concernant l'affectation de la qualité visuelle du patrimoine bâti, Alcan affirme qu'il n'y aura pas d'impact sauf pour le clocher de l'église. Or une vérification préliminaire du circuit patrimonial élaboré par la municipalité montre que l'usine et/ou ses cheminées sont visibles à certains endroits (3). Ces trois impacts constituent selon nous une modification mineure par rapport aux prévisions.

VARIABLE 3: QUALITÉ DE VIE

Selon le promoteur, la présence de contaminants atmosphériques devait être réduite au minimum pour modifier le moins possible la qualité de l'air dans la conurbation. Cette assertion est difficile à vérifier, car il faudrait savoir par rapport à quelles normes il est question de minimum. Malgré ces imprécisions, certaines données disponibles permettent de constater des modifications par rapport à cette affirmation initiale. En effet, les deux premières années d'exploitation ont été marquées par une augmentation des émissions de fluor par rapport aux prévisions. Concernant les autres contaminants, à titre d'exemple, les émissions de HAP pour l'année 1991 (données MENVIQ) se situent elles à 11.9 tonnes métriques, alors que pour l'usine Grande-Baie elles ne sont que d'une tonne métrique, ce qui représente un rapport de 10 fois plus pour une production d'aluminium à peu près semblable. Compte tenu de la proximité des autres alumineries et du secteur habité et agricole nous évaluons cette modification de majeure.

Concernant l'impact des déversements des eaux usées après traitement dans la rivière du Moulin, le promoteur affirme qu'aucun impact ne sera ressenti sur la qualité de l'eau et sur les pratiques sportives. Or certains problèmes se sont produits avec la pause d'un tuyau au milieu de la rivière et la qualité de l'eau fait actuellement l'objet d'une étude du MENVIQ. De plus, lors des entrevues, les résidants disent avoir modifié leurs pratiques sportives de pêche (voir point 4.2, variable qualité et mode de vie). À cette étape-ci du dossier, cela représente donc un changement mineur.

Aucun impact sonore n'a été prévu suite à l'exploitation de l'usine. Suite aux entrevues, il s'est avéré que le bruit des ventilateurs a été ressenti par les résidants vivant à proximité de l'usine ou du tracé du chemin de fer (voir point 4.2, variable qualité et mode de vie); cela constitue une modification majeure.

Au départ, le projet d'acquisition d'Alcan comprenait: 16 résidences permanentes, 18 chalets, 19 emplacements non construits, 12 terrains industriels (carrières), ainsi que deux lacs privés dont un de 3,3 acres ou 500 truites avaient été ensemencées (1982: 253). Bien qu'une dizaine de chalets et résidences aient été achetées³³, quelques résidences se trouvent encore dans la zone d'influence; cela pose un certain nombre de questions sur la pertinence et la validité de la détermination d'une zone d'influence ou tampon aux abords d'une usine, eu égard aux habitations et aux

risques potentiels pour la santé humaine. Par rapport au projet initial d'acquisition, nous évaluons cette modification de majeure.

Dans l'ÉRE, le promoteur et son consultant avaient appréhendé des réactions diverses de la population et de petits groupes quant à l'acceptabilité de l'usine. Mises à part les réserves du Comité de l'environnement de Chicoutimi concernant le rejet des eaux usées dans la rivière du Moulin et les perceptions négatives de certaines personnes relocalisées, il n'y a pas vraiment eu de réactions de la population face au projet d'usine, cette dernière ayant mobilisé son attention contre le projet d'annexion urbaine. Ce qui constitue une modification mineure face à cette prédiction de l'étude.

VARIABLE 4: INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Le seul type d'impact qui a été modifié concerne le trafic routier par camion. Alors que l'ÉRE annonce un trafic "occasionnel" pour le transport des matériaux, il faut noter qu'au seul chapitre du transport des anodes préculées, 48 camions par jour voyagent entre la Baie et Laterrière. À cela, il faudrait ajouter le transport des lingots et des autres matériaux. L'activité au niveau des infrastructures de transport a donc été modifiée de façon majeure.

VARIABLE 5: DÉMOGRAPHIE

Le promoteur anticipe «que l'ouverture de l'usine Laterrière aura un léger impact démographique qui se traduira par un certain volume de migration intra-régionale» (1982: 255).

L'analyse des Recensements de Statistique Canada révèle une croissance phénoménale de la population laterroise entre 1976-1981. Toutefois, cette augmentation s'est faite d'abord avant l'implantation de l'usine et surtout suite à un mouvement de migration intrarégionale. Cette migration est due, entre autres choses, au programme de modernisation d'Alcan qui prévoyait un déplacement de la production d'Arvida vers de nouvelles usines localisées à La Baie et Chicoutimi. La Compagnie anticipait donc qu'un certain nombre de travailleurs d'Arvida, désormais affectés à Laterrière, s'établirait à Laterrière, ce qui entraînerait un léger impact démographique. Comme il n'y a qu'une dizaine de familles de travailleurs qui ont déménagé³⁴,

nous concluons donc qu'il n'y a eu aucune modification par rapport à la prévision initiale, bien que cette dernière n'ait pas été suffisamment précisée.

VARIABLE 6: URBANISATION

Cinq impacts ont été identifiés par la promoteur: 1) intensification de l'habitat rural en dehors des limites des municipalités (non vérifié); 2) accroissement de la demande d'habitations à proximité de l'usine pour les familles de travailleurs; 3) expansion des secteurs résidentiels des villes de Chicoutimi et Laterrière; 4) accroissement de la demande de services des citoyens; 5) retour financier important pour les deux municipalités rurales.

L'accroissement de la demande d'habitations à proximité de l'usine pour les familles de travailleurs ne constitue pas un impact significatif. En effet, seulement une dizaine de familles serait venue s'y installer depuis 1989. Ce nombre n'est donc pas significatif en ce qui a trait à l'accroissement et à l'effet d'urbanisation. C'est pourquoi nous considérons qu'il y a eu modification mineure par rapport à la prévision de ce deuxième impact.

Concernant le troisième impact, soit l'expansion des secteurs résidentiels des villes de Chicoutimi et Laterrière, effectivement les observations-terrain confirment une certaine expansion. Cependant, il serait difficile d'attribuer cette expansion à la seule la construction d'une usine, puisque rappelons-le, la restructuration intrarégionale de l'industrie de l'aluminium et sa modernisation ont représenté, dans la décennie 80, une perte de 2 000 emplois directs. Par ailleurs, compte tenu de l'analyse de la dynamique de la population laterroise, d'autres facteurs interviennent (voir point 2). Nous évaluons donc qu'il s'agit d'une modification majeure par rapport à l'anticipation.

«La croissance urbaine anticipée ne devrait pas avoir de répercussions négatives sur le territoire et les municipalités impliquées [...] dont la capacité est suffisante pour répondre à un accroissement de la demande en services» (1982: 257). Il aurait fallu ici que le promoteur définisse minimalement ce qu'il entend par répercussion négative. Quoiqu'il en soit, il faut se rappeler qu'au départ les terrains de l'usine se retrouvent dans deux municipalités rurales distinctes. La fusion de ces dernières en 1983³⁵, la croissance de l'appareil administratif municipal et de ses services qui s'ensuivent, la mise sur pied de nouveaux projets touristiques et industriels et la

demande de nouveaux services (pompiers, police, amélioration des routes etc.) ainsi que l'acquisition d'un statut de ville témoignent d'une modification et d'une organisation de type urbain qui n'ont pas été évaluées ou prises en compte dans l'étude. En transformant son organisation territoriale, la communauté a répondu aux nouvelles pressions. Comme l'étude avait prévu une certaine croissance urbaine et qu'une partie des phénomènes décrits ci-haut y correspondent, nous qualifions donc la modification survenue de mineure.

À l'image des études d'impacts, les bénéfices financiers ont été nettement amplifiés. Lorsque le promoteur et son consultant ont comparé les revenus fiscaux attendus en taxes, soit 3,4M\$ et le revenu global des 2 municipalités de 430 000\$ (1982), il est difficile de comprendre la qualification donnée pour cet impact, soit "positif très important". D'abord, le chiffre de 3,4M\$ était basé sur un taux de taxation urbain, prenant pour exemple La Baie. Ensuite, le coût des infrastructures tant pour l'usine³⁶ que les coûts de la croissance urbaine n'étaient ni détaillés, ni commentés. Enfin, il était évident qu'un tel transfert de richesse ne pouvait que susciter la convoitise des villes voisines, notamment Chicoutimi qui n'avait pas à son actif des revenus fonciers industriels. Les faits ont été les suivants: après un conflit orageux entre Laterrière et Chicoutimi, suite à la volonté annexioniste de cette dernière, le site industriel seulement a été annexé et la presque totalité des taxes industrielles est revenue à Chicoutimi. Presque la totalité, car un montant compensatoire de l'ordre de 350 000\$ est versé à chaque année à Laterrière. Par rapport à l'anticipation spontanée, nous qualifions cette modification de majeure.

Tableau 7

**Évaluation ex post des impacts sociospatiaux prévus
dans l'étude des répercussions environnementales**

VARIABLE	DESCRIPTION ET QUALIFICATION DE L'IMPACT PRÉVU PAR LE PROMOTEUR EN 1982	ÉVALUATION EX POST: DONNÉES 1989-93	
		Type de modification	Nature de la modification
UTILISATION DU TERRITOIRE	<ul style="list-style-type: none"> changement de vocation: de dominance agricole à industrielle pour le site prévu, mais ne constitue pas une enclave importante. 	majeure	la modification est observable pour l'ensemble du territoire
	<ul style="list-style-type: none"> impact important sur l'usage agricole pour les infrastructures de ligne de chemin de fer et de ligne électrique 	non vérifiée	tracé du chemin de fer

...suite

VARIABLE	DESCRIPTION ET QUALIFICATION DE L'IMPACT PRÉVU PAR LE PROMOTEUR EN 1982	ÉVALUATION EX POST: DONNÉES 1989-93	
		Type de modification	Nature de la modification
UTILISATION DU TERRITOIRE (suite)	<ul style="list-style-type: none"> incidence sensible de l'agriculture aux retombées des émissions de fluorures dans la zone d'influence immédiate et acquisition des exploitations agricoles 	majeure	modèle de simulation déterminant l'isoplèthe et la zone d'influence; nombre d'acquisitions
	<ul style="list-style-type: none"> vocation de villégiature et résidentielle, affectée par les retombées de fluorures, transformée en zone industrielle 	majeure	modèle de simulation déterminant la zone sous option d'achat;
	<ul style="list-style-type: none"> impacts cumulatifs négligeables des usines Grande-Baie et Arvida sur Laterrière 	non connue	n/a
QUALITÉ VISUELLE DU PAYSAGE	<ul style="list-style-type: none"> visibilité des cheminées (48m) car relief peu accentué; dominance de l'usine sur le paysage environnant mais impact relatif vu l'acceptabilité 	mineure	perceptions différentes de laterrois sur cette insertion dans le paysage local
	<ul style="list-style-type: none"> aucune perception visuelle des émanations gazeuses car translucides 	mineure	perceptions des émanations
	<ul style="list-style-type: none"> patrimoine culturel bâti: pas d'impact sauf pour le clocher de l'église 	mineure	usine visible de certains point du circuit d'interprétation patrimonial
QUALITÉ DE VIE	<ul style="list-style-type: none"> présence de contaminants atmosphériques (fluorures) mais réduction minimale pour modifier le moins possible la qualité de l'air dans conurbation 	majeure	augmentation de la quantité de fluorures pour les premières années d'opération
	<ul style="list-style-type: none"> présence d'autres contaminants atmosphériques 	non connue	n/a
	<ul style="list-style-type: none"> déversement des eaux usées dans la rivière Du Moulin après traitement: aucun impact sur qualité de l'eau et les pratiques sportives 	mineure	Étude en cours du MEF et pratiques différentes des résidants
	<ul style="list-style-type: none"> aucun impact sonore prévu autour de l'usine 	majeure	bruit continu et perçu
	<ul style="list-style-type: none"> impact sonore prévu négligeable du transport ferroviaire car 2 voyages/jour 	non vérifié	n/a
	<ul style="list-style-type: none"> relocalisation de résidants permanents et/ou saisonniers compris dans la zone d'influence 	majeure	tous les résidants de cette zone n'ont pas été relocalisés
	<ul style="list-style-type: none"> augmentation de la circulation routière due au transport de la main-d'oeuvre et des matières premières et produits finis et légère répercussion sur l'environnement sonore 	aucune: des résidants affectés confirment	n/a
	<ul style="list-style-type: none"> aucun risque de contamination pour les populations environnantes et pour la santé de ceux pouvant se retrouver dans zone d'influence 	non connue	n/a
	<ul style="list-style-type: none"> réactions diverses de la population et de petits groupes 	mineure	pas de réactions systématiques

...suite

VARIABLE	DESCRIPTION ET QUALIFICATION DE L'IMPACT PRÉVU PAR LE PROMOTEUR EN 1982	ÉVALUATION EX POST: DONNÉES 1989-93	
		Type de modification	Nature de la modification
INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	• pas d'amélioration prévue des voies d'accès publiques (déjà réalisée: boul. Talbot amélioré en 1979)	mineure	Feu de circulation aux intersections Boul. et 175
	• aménagement d'une forme de contrôle du trafic routier	aucune	feu de circulation
	• minimum de trafic par camion, i.e. "occasionnellement" pour le transport des matériaux	majeure	48 camions/jr pour le transport pour anodes précutées seulement
DÉMOGRAPHIE	• léger impact démographique traduit par un mouvement de migration intrarégionale	aucune	n/a
URBANISATION	• densification de l'habitat rural en dehors des limites des municipalités	non vérifiée	n/a
	• accroissement de la demande d'habitations à proximité de l'usine pour familles de travailleurs	mineure	nombre peu significatif de déplacements
	• expansion des secteurs résidentiels des villes de Chicoutimi et Laterrière	majeure	expansion modérée non directement attribuable à l'usine
	• croissance urbaine mais capacité suffisante pour répondre à l'accroissement de la demande de services des citoyens	mineure	restructuration administrative et des services: police, loisir, etc.
	• impact positif très important sur les finances des 2 municipalités rurales	majeure	les taxes sont revenues à Chicoutimi et Laterrière à eu une compensation financière
ACTIVITÉ TOURISTIQUE	• augmentation des touristes et répercussions positives pour hôtels de la région	non vérifié	n/a

Source: Alcan et Lavallin, *L'étude de répercussions environnementales. Projet de construction d'un complexe d'électrolyse d'alumine*, 1982. Annexe A, vol. 1.

En conclusion à l'analyse précédente détaillée, notons que 85% des anticipations se sont révélées inexactes³⁷. En effet, des 27 répercussions sociospatiales recensées dans l'ÉRE, 17 ont été modifiées³⁸. Ces modifications ont été qualifiées soit de majeure (n=9) ou de mineure (n=8). Comment analyser cette inexactitude, voire cette différence?

Même en considérant les difficultés inhérentes à toute anticipation, nous arguons que la variation entre ce qui a été prévu et ce qui s'est réalisé dépend davantage d'une sous-évaluation des impacts sociaux (notamment au chapitre sur la qualité de vie) et conséquemment leur sous-estimation, a fortiori si nous considérons les impacts non prévus (voir point suivant). Les impacts ont donc été insuffisamment documentés, qualitativement ou quantitativement (au total un vingtaine de pages), et leur analyse

a été faiblement ancrée aux données relatives à la communauté directement concernée (voir point 4).

Chaque impact a reçu plus ou moins le même traitement et le changement n'a pas été analysé en fonction de sa portée virtuelle pour la dynamique communauté et pour son devenir. Autrement dit, il n'y avait pas de poids, de pondération accordée par les différents groupes pour les impacts. En effet, des dimensions, telle la vocation agricole, la qualité visuelle du paysage, la préservation de l'aspect rural et patrimonial, les finances de la municipalité, les émissions atmosphériques et les rejets des eaux usées traités dans la rivière, le niveau de bruit et enfin la délocalisation de laterrois, s'avéraient de loin plus sensibles. Ces dimensions auraient nécessité une étude plus attentive et plus fouillée compte tenu des caractéristiques soulignées précédemment aux plans de la dynamique sociospatiale et de la littérature ou connaissances produites à ce sujet.

Deuxième lecture de cette analyse rétrospective. La conception de l'évaluation des impacts sociaux privilégie l'aspect organisationnel, voire matériel de la communauté (aménagement du territoire, infrastructure, visibilité de l'usine, infrastructure, habitat urbain) occultant du coup le tissu social, les valeurs et les perceptions selon les différents groupes affectés ou composantes de la communauté. L'évaluation des impacts sur le milieu humain n'est pas conçue comme ayant une construction sociale en mouvement, comme une partie intégrante du processus de changement social, mais comme une sorte d'appendice de l'environnement biophysique: le milieu humain est étudié en fonction uniquement de ses impacts sur l'environnement dans une relation exclusive avec le projet. Concernant la présentation de la méthodologie, elle se résume uniquement au comment du relevé d'utilisation du sol (1982: 117). Cette approche de l'EIS relève d'une conception positiviste et réductionniste de la réalité qui tend à occulter les impacts sociaux et leur interrelations avec la dynamique de la communauté. En regard de l'ampleur et de la nature majeure de la plupart des modifications observées, un suivi maximal devrait être effectué par la communauté.

4.1.1 Les mesures de suivi

Concernant les mesures de suivi des impacts sociaux, elles ont été réduites à une couple de pages. Par exemple, pour la réduction de l'impact visuel de l'usine, le promoteur avait annoncé une attention particulière, sans décrire les opérations

précises d'aménagement paysager autour de l'usine³⁹⁻⁴⁰. Quant aux mesures visant à sauvegarder la vocation agricole du territoire, le promoteur annonce qu'il s'efforcera d'orienter la vocation agricole vers un mode d'utilisation agricole plus compatible avec son exploitation industrielle, ce qui signifie moins de fermes laitières. Une autre mesure visait à assurer l'intégration (l'acceptation?) du projet à la communauté locale par des séances d'information sur les retombées économiques. Prenant conscience que Laterrière était sa voisine la plus touchée par ses opérations, Alcan a affecté une personne à plein temps pour suivre les relations avec le milieu et formé un comité de travailleurs vivant à Laterrière afin de prendre le pouls local. Dans l'ensemble, les mesures de suivi et de mitigation ont été insuffisantes et imprécises pour contrer ou amoindrir les effets négatifs ou prévoir des modifications non désirées ou désirables ou encore pour permettre aux décideurs de faire une planification territoriale adaptée aux changements suscités.

4.2 Les impacts sociospatiaux non prévus

Dans cette sous-section, l'objectif est d'identifier soit des variables ou soit des impacts non anticipés par le promoteur, mais révélés suite à la recherche empirique. Notons que ces impacts ne s'avèrent pas forcément négatifs, telle la mise en place d'une piste cyclable ou encore le renforcement des compétences administratives municipales. Les 28 impacts identifiés ont été présentés sous forme de tableau (tableau 8) et regroupés en sept variables:

- ✓ ORGANISATION TERRITORIALE
- ✓ URBANISATION
- ✓ QUALITÉ VISUELLE DU PAYSAGE
- ✓ QUALITÉ ET MODE DE VIE
- ✓ RISQUES
- ✓ DÉLOCALISATION
- ✓ FINANCES MUNICIPALES ET ÉCONOMIE LOCALE

À ce stade-ci, par rapport à l'ÉRE, notons la présence de trois nouvelles variables sociospatiales, soit les risques, la délocalisation et les finances municipales. Tous les impacts inclus dans ces variables sont cependant différents de ceux déjà analysés au chapitre des impacts prévus.

VARIABLE 1: ORGANISATION TERRITORIALE

Les aspects non prévus sur l'organisation territoriale couvrent quatre types d'impacts: précédent juridique, perte de territoire, vocation agricole et pratiques sportives.

L'annexion d'un territoire non contigu a créé un précédent juridique québécois. Pour que Chicoutimi puisse profiter des taxes rattachées à l'usine, un projet de loi spécial a été rédigé afin d'annexer le site industriel. En effet, les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales du Québec, à la demande du député de Chicoutimi, bras droit du premier ministre, ont tracé une ligne de rattachement entre le site industriel et les limites de la ville chicoutimienne, par le biais du boul. Talbot (figure 2). C'était le compromis politique par rapport à l'annexion totale de Laterrière, ce qui aurait entraîné un conflit ouvert ville/ municipalités rurales (voir Gagnon, 1991).

Laterrière, ainsi amputée de son centre géographique, procure aux laterrois la perception d'un territoire en forme de beigne (le trou étant celui du territoire industriel annexé à la ville de Chicoutimi). Ce territoire étant en quelque sorte sous juridiction privée, les laterrois accusent une double tension quant à la maîtrise de leur territoire. Bien que les impacts socioenvironnementaux des activités industrielles qui s'y déroulent "impactent" d'abord sur la communauté laterroise, cette dernière a perdu tout droit légal sur ce territoire. La prise en compte des impacts sociaux entraînés par cette industrialisation est laissée à la discrétion de la Compagnie.

Concernant l'impact des retombées de fluorures sur les autres exploitations agricoles ou sur les érablières en dehors de la zone d'influence, il existe un flou, un doute à vérifier: certains fermiers prétendent que certaines cultures et ou plantes auraient subi des modifications, par suite des retombées de fluor (entrevues, 1993). Cette incertitude d'exploitants sur la qualité des cultures constitue un impact non prévu à relier avec le contrôle à la source de la pollution, au modèle mathématique de dispersion et éventuellement avec la vocation agricole du territoire.

L'orientation de la vocation récréotouristique a été modifiée. En effet, depuis 1990, la municipalité a identifié, dans son plan de développement touristique, l'usine comme pôle majeur complémentaire. Les retombées économiques attendues par les visites industrielles et la fréquentation de la piste cyclable autour de l'usine ont

justifié cette priorisation municipale. Paradoxalement, Ferme Laterrière (école d'équitation d'envergure régionale et nationale, restaurant, auberge), existante depuis 1977 et source d'activités nombreuses, se retrouve pôle secondaire. En 1991, elle ferme ses portes, le propriétaire et Alcan n'ayant pu en venir à une entente de gré à gré. Cette fermeture, bien qu'elle ne soit pas attribuable exclusivement à Alcan⁴¹, illustre tout de même les incidences d'une infrastructure industrielle sur la vocation récréotouristique d'une communauté. Toutefois, cette situation, a priori porteuse de conflit, aurait aussi pu mener à un autre dénouement.

L'introduction d'une compensation financière significative (369 000\$, chiffres 1993) au budget municipal permet à la municipalité d'investir dans la création de nouvelles infrastructures touristiques, nommément la piste cyclable (reliée à celle d'Alcan) et récréatives dont la base de plein air sur le lac Kénogami et le nouvel aréna couvert.

En regard des infrastructures récréotouristiques sises à proximité de l'usine ou de sa zone d'influence, telle l'ex-Ferme Laterrière, l'érablière, le lac Pouce, l'implantation de l'usine et de ses infrastructures a été ressentie comme facteur de changement, notamment au chapitre de la vocation territoriale. Le bruit, la poussière, l'activité engendrée viennent en quelque sorte entacher la tranquillité des lieux, bref le caractère "naturalo-recréatif". Toutefois, pour 51% des répondants (n=23) cette pression de l'activité industrielle sur les activités récréatives et touristiques est imperceptible alors que pour 31% (n=14) c'est tout le contraire ou jugé paradoxal de vouloir concilier deux vocations à prime abord opposées. En réalité, l'ÉRE a négligé d'entrevoir les changements dans la vocation de type mixte (agroforestière et résidentielle) et l'organisation territoriale de la municipalité.

VARIABLE 2: URBANISATION

Il y est évident, selon l'avis du premier citoyen qui a négocié les modifications territoriales, que la fusion des deux municipalités (1983), paroisse et village, est due à l'annonce du mégaprojet (1982). Cette fusion de deux entités territoriales presque parentes (village et paroisse) a tout de même été perçue comme positive par la majorité de la population enquêtée (n=34).

De même le changement de statut légal, de municipalité rurale à celui de ville, était devenu souhaitable, du point de vue de l'administration municipale, compte tenu à la

fois de l'explosion urbaine, d'un plus grand besoin de pouvoir et d'autonomie face à Québec, de l'arrivée de l'usine aux portes de la municipalité. Cette implantation industrielle contiguë au territoire municipalisé a suscité la mise en place ou du moins la réorganisation de certains services, désormais nécessaires à la Compagnie, telle la présence d'une unité de pompiers.

Le changement de statut juridique allait entraîner une révision sinon un renforcement de la réglementation et enfin une restructuration de l'administration municipale⁴², caractérisée par une augmentation des fonctionnaires municipaux (de 11 à 13 employés réguliers entre 1984 et 1993). Du point de vue de la gestion municipale, l'urbanisation n'a pas que des effets négatifs: elle a développé les capacités de gestion municipale (négociations avec Chicoutimi et la multinationale), le savoir-faire (création de divers comités dont un sur le développement économique local) et les compétences afférentes (amélioration des compétences en urbanisme et environnement⁴³).

L'ÉRE n'a pas abordé la question de la valeur des propriétés privées. Le prix des maisons ou des terrains a-t-il été modifié, suite à la construction de l'usine et à son exploitation? Ou encore, comme certains résidants à proximité de l'usine le craignent, la valeur de leur propriété ne risque-t-elle pas d'être modifiée à un moment ou l'autre de l'évolution de cet environnement industriel?

Une des principales craintes des citoyens de Laterrière par rapport aux modifications territoriales amorcées avec l'arrivée de l'usine, c'est la fusion éventuelle de la municipalité avec la ville de Chicoutimi. Rappelons-le, cette perspective avait soulevé en 1983 un tollé général. Aujourd'hui, l'annexion du seul site industriel ne rencontre pas l'opinion de la majorité: 24 interviewés contre 7 affirment qu'ils n'étaient pas d'accord. Pour la majeure partie des répondants, il appert que cela constitue une première étape vers l'annexion majeure avec Chicoutimi, mais 86% (n=39) d'entre eux la refusent, du moins pour l'instant. Cette crainte est constamment alimentée par le contexte politique (Québec favorise les fusions) et par les ententes qui surviennent entre Laterrière et Chicoutimi, telle celle concernant le service de police municipale. Si les laterrois craignent d'être perdants dans une éventuelle fusion, ce n'est pas que pour des raisons financières ou de perte de services, mais aussi en regard de l'autonomie décisionnelle et du cachet du paysage.

VARIABLE 3: QUALITÉ VISUELLE DU PAYSAGE

De l'eau, des rivières, des montagnes, des arbres, un clocher d'église, tous s'entendent pour affirmer la beauté du paysage et de l'environnement construit lorsqu'on leur demande de qualifier le paysage laterrois. Toutefois, en même temps qu'ils évoquent la beauté du paysage, ils évoquent (n=10) le changement survenu suite à l'implantation de l'usine: «Moi, je trouve que c'est une belle place. C'est clair qu'il faut que tu te fasses à l'idée que l'usine jure, que ça dépare le paysage, même si la Compagnie a fait des gros efforts avec la piste cyclable» (T-7).

C'est un fait que la Compagnie a investi quelque 3M\$ pour l'aménagement paysager et la piste cyclable. Ce qui a permis la disparition des gravières le long du boulevard Talbot et la plantation de nombreux arbres.

Comme nous l'avons déjà mentionné, à cause de la topographie et de l'étendue du territoire municipalisé, l'usine n'est pas visible de toutes les résidences (figure 2). Plus les résidants demeurent près de l'usine, plus l'impact visuel est ressenti fortement. Ainsi 35% (n=16) des personnes interviewées affirment que le complexe industriel a un impact sur la qualité visuelle du paysage alors que 62% (n=28) n'y voient pas de conséquences. Dans l'affirmative, la principale raison invoquée pour justifier la modification du paysage concerne la perte du caractère rural voire bucolique de la communauté au profit d'un caractère urbain/industriel. Pour certains, la présence visuelle d'une telle usine à l'entrée de la route reliant la région au sud du Québec symbolise l'emprise de la Compagnie sur l'espace régional.

VARIABLE 4: QUALITÉ ET MODE DE VIE

La qualité visuelle du paysage, l'environnement du village sont à mettre en relation avec le choix de localisation des laterrois et leur sentiment d'appartenance. L'appartenance au milieu local est reliée à la présence de la beauté et de la quiétude de l'environnement (n=9) et aux relations avec la communauté villageoise (n=19). Or pour ceux qui restent à Laterrière depuis plus de 20 ans (n=22), cette appartenance s'est modifiée (n=14), notamment à cause du mouvement d'urbanisation et d'industrialisation.

Dans le point 2, il a été vu que les résidants, installés à Laterrière depuis 20 ans et plus, avaient ressenti un changement dans la vie communautaire du village. Nous

avons aussi cherché à savoir si l'ensemble des répondants concevaient l'arrivée de l'usine comme un facteur de changement dans l'organisation de la communauté. Pour 51% (n=23) d'entre eux le lien est négatif, 18% (n=8) n'ont pas d'opinion alors que 31% (n=14) identifient l'arrivée de l'usine comme facteur de changement. Le changement signifie dans un tel cas une croissance de population et des revenus fiscaux mais aussi une perte de tranquillité (bruit, trafic routier) et de terres agricoles.

Pour certains (n=16), la présence de l'usine a provoqué un changement dans leur vie personnelle. Ce changement s'exprime par une diminution de la qualité de vie (n=13); pour les personnes délocalisées, cela constitue une transformation de leur mode de vie (voir plus loin, variable relocalisation).

Pour la majorité des résidants, soit 60%, la présence de l'usine entraîne des problèmes environnementaux. Ces problèmes concernent le bruit (n=13), la pollution de la rivière du Moulin et les déversements accidentels (n=9), le dépérissement des arbres sensibles au fluor (n=4), les émanations atmosphériques et les poussières (n=10), la pollution visuelle (n=1), la baisse de la nappe phréatique (n=1), les odeurs (n=3), le trafic routier (n=1) et la destruction générale de l'environnement (n=2). Mais sont-ils pour autant directement concernés par ces problèmes? Cinquante-trois pourcent (n=16) des répondants à cette question se sentent directement concernés par un ou des problèmes.

Du point de vue des pratiques sportives ou récréatives, la rivière du Moulin était, pour plus d'un résidant, un endroit de baignade et de pêche l'été et de patinage l'hiver. Aujourd'hui avec le rejet des eaux usées industrielles dans la rivière, les interviewés disent ne plus pratiquer ces activités.

VARIABLE 5: RISQUES

Il ne s'agit pas ici de faire une énumération des risques environnementaux virtuels et de leur niveau de probabilité. Notons qu'aucune analyse de risques n'a été effectuée dans le cadre de cette étude de répercussions, bien que la présence d'un tel type d'usine génère un certain nombre de risques, que ce soit dans la manipulation des matériaux, dans l'exploitation ou dans les résidus toxiques du procédé d'électrolyse, telles les brasques (BAPE, 1990).

Par contre, du côté des perceptions, une personne interviewée contre deux croit qu'elle est exposée à des risques environnementaux supplémentaires depuis la présence de l'usine. Le feu, les explosions, les émanations atmosphériques, la pollution des cours d'eau vs les déversements accidentels, la santé, la destruction des arbres sont les formes de risques évoqués. C'est la pollution des rivières qui inquiète davantage:

« Il y a une chose qui n'est pas sécurisante, c'est qu'elle [la Compagnie] est bâtie à un endroit où les rivières Du Moulin et Chicoutimi se voient presque, à moins de 2 000 pieds d'un côté et d'un mille de l'autre, dont l'une est la source d'eau potable de Chicoutimi. [...] Maintenant ils ont des bassins de recyclage et de sédimentation, elle a quand même une bonne volonté; mais un accident c'est un accident» (T-8).

VARIABLE 6: DÉLOCALISATION

Les impacts de la délocalisation constitue, dans les régions habitées, un des effets majeurs des mégaprojets industriels. Laterrière n'échappe pas à la règle, bien qu'ici le nombre de personnes affectées soit modeste et que leur relocalisation s'est majoritairement faite à Laterrière — ce qui n'enlève pas de l'importance à cette incidence. Il faut aussi noter que trois familles n'ont pas été relocalisées, ce qui pose problème, compte tenu que ces dernières se retrouvent à proximité de l'usine et que leur terrain appartient à la Ville de Chicoutimi.

Selon toutes les familles interviewées (n=10), leur relocalisation a eu d'importantes incidences sur leur mode de vie⁴⁴. Les changements ont été vécu de façon plus ou moins sereine — amélioration à cause du rapprochement des services (n=2) — mais, pour chaque personne relocalisée, il y a eu un temps d'adaptation, voire une remise en question plus ou moins profonde de son mode de vie. Certaines affirment ne pas être encore adaptées à ces changements (n=3). Pour la plupart, quitter leur milieu de vie immédiat a signifié de grandes perturbations au plan psychologique, émotif et même au plan physique. Au nombre des perturbations que les personnes relocalisées ont mentionné avoir vécues citons: les sentiments de perte par rapport à la vie future projetée et au patrimoine familial, la perte de jouissance de leur environnement naturel (rivière, lac, etc). La relocalisation a parfois pu amener des tensions familiales, du stress et de l'insécurité quant aux effets appréhendés du déménagement, un bouleversement des habitudes de vie et des difficultés d'adaptation en raison du changement. Relatons un des ces témoignages:

«Effectivement j'ai déménagé, je leur ai vendu ma maison il y a dix ans. Cela a complètement changé ma vie, mon âge de retraite, tout. On s'était installé à la campagne, puis finalement, par la force des choses, comme on voulait pas lâcher Laterrière, on a déménagé la maison dans le village où c'était le plus proche et à moindres coûts. Car, si je n'avais pas eu à déménager, je serais probablement resté à la campagne encore, tandis que là je suis rendu dans le village parce que c'était ça le moins dispendieux » (T-4).

Au point de vue économique, la majorité des personnes (6/9) ont trouvé des avantages à vendre leur maison à la Compagnie. Cependant, pour réussir à vraiment rentabiliser l'opération de relocalisation, les délocalisées n'ont pas vraiment eu le choix du lieu et ont dû déménager pas très loin de l'usine, de préférence dans la rue Lapointe, là où la municipalité de Laterrière avait réservé des terrains — le déménagement étant aux frais des relocalisées. Il semble cependant qu'il y ait eu beaucoup de différences dans les montants accordés d'un propriétaire à l'autre, cela créant un sentiment d'inéquité chez des personnes relocalisées.

VARIABLE 7: FINANCES MUNICIPALES ET ÉCONOMIE LOCALE

Même si les laterrois sont majoritairement conscients que l'usine ne crée pas d'emplois directs localement, l'usine favorise, selon eux dans une proportion de 60% (n=27) l'activité économique locale, d'une part à cause des revenus municipaux supplémentaires, générés suite à l'entente financière compensatoire avec Chicoutimi de l'ordre de 350 000\$/an (voir point 4.1 variable 6), et d'autre part à cause de l'activité économique indirecte (commerce, construction domiciliaire, trafic) générée. Cette entrée substantielle dans le budget a eu pour effet de modifier à la baisse le taux de taxe municipale. Par ailleurs, afin d'obtenir des retombées financières plus directes et des engagements plus concrets, la municipalité négocie actuellement un contrat social avec l'entreprise pour qu'elle assume un certain nombre de responsabilités.

Tableau 8

IDENTIFICATION DES IMPACTS SOCIOESPATIAUX NON PRÉVUS

VARIABLE	DESCRIPTION DE L'IMPACT NON PRÉVU
ORGANISATION ET UTILISATION DU TERRITOIRE	<ul style="list-style-type: none"> • effet significatif des modifications des limites territoriales: annexion perte de maîtrise d'une partie du territoire; centre géographique de la municipalité: effet de trou de beigne
	<ul style="list-style-type: none"> • appréhension de retombées de fluorures en dehors de la zone d'influence
	<ul style="list-style-type: none"> • type de culture, d'élevage et production (érablière)
	<ul style="list-style-type: none"> • réorientations de la vocation touristique
ORGANISATION ET UTILISATION DU TERRITOIRE (suite)	<ul style="list-style-type: none"> • création de nouvelles infrastructures touristiques, dont la piste cyclable reliée à celle d'Alcan et récréatives
	<ul style="list-style-type: none"> • renforcement de la vocation industrielle de la municipalité
URBANISATION	<ul style="list-style-type: none"> • changement de statut légal: de village à ville
	<ul style="list-style-type: none"> • restructuration de l'appareil administratif municipal et renforcement des capacités de gestion municipale et des compétences locales
	<ul style="list-style-type: none"> • valeur des propriétés privées
	<ul style="list-style-type: none"> • augmentation du potentiel de fusion avec Chicoutimi
QUALITÉ VISUELLE DU PAYSAGE	<ul style="list-style-type: none"> • modification du cachet rural du paysage laterrois • aménagement paysager et piste cyclable
QUALITÉ ET MODE DE VIE	<ul style="list-style-type: none"> • changement dans l'organisation de la communauté; activités plus nombreuses et sentiment de perte de tranquillité
	<ul style="list-style-type: none"> • appartenance et identité locale
	<ul style="list-style-type: none"> • mode de vie personnel modifié
	<ul style="list-style-type: none"> • bruit en provenance des aérateurs
	<ul style="list-style-type: none"> • éclairage intense la nuit
	<ul style="list-style-type: none"> • dépérissement de certains arbres
	<ul style="list-style-type: none"> • présence d'odeurs dans certaines circonstances
	<ul style="list-style-type: none"> • pratiques sportives et récréatives modifiées
	<ul style="list-style-type: none"> • déversement des eaux usées et traitées dans la rivière: perceptions de pollution et craintes de déversements accidentels
RISQUES	<ul style="list-style-type: none"> • perceptions de risques environnementaux et sentiment d'insécurité

...suite

VARIABLE	DESCRIPTION DE L'IMPACT NON PRÉVU
DÉLOCALISATION	<ul style="list-style-type: none"> • sociaux pour les personnes délocalisées ou non relocalisées
	<ul style="list-style-type: none"> • psychologiques pour des personnes délocalisées ou non relocalisées
	<ul style="list-style-type: none"> • non équité économique pour les personnes délocalisées et non relocalisées
FINANCES MUNICIPALES ET ÉCONOMIE LOCALE	<ul style="list-style-type: none"> • revenus municipaux supplémentaires suite à l'entente stipulant une compensation financière
	<ul style="list-style-type: none"> • modification de la taxation municipale
	<ul style="list-style-type: none"> • création d'emplois locaux indirects
	<ul style="list-style-type: none"> • volonté de mise en place d'un contrat social

Source: Entrevues, 1993.

La recension a posteriori des impacts non prévus illustre la présence significative d'impacts (n=29), identifiés par des membres de la communauté laterroise, depuis l'exploitation récente de l'usine (5 ans). Cette identification n'est évidemment pas exhaustive car elle s'appuie essentiellement sur la base des entrevues réalisées en 1993⁴⁵. Les impacts recensés ne sont toutefois pas tous négatifs: ils indiquent davantage un changement.

Cette première évaluation témoigne du poids des impacts sociaux de ce projet industriel sur la dynamique endogène de la communauté, notamment auprès de ses membres les plus directement affectés, soit pour les personnes délocalisées et non relocalisées, les voisins immédiats, les agriculteurs et les propriétaires d'infrastructures récréotouristiques. Du côté des finances municipales, il est évident que l'apport de près de 1M\$/année a permis une nouvelle marge de manoeuvre municipale afin de soutenir des initiatives de développement local, tel le parc industriel et les aménagements de la base de plein air. Cette étude ex post témoigne aussi de l'importance pour la communauté laterroise, soumise à un changement majeur, d'entreprendre une évaluation compréhensive et systématique des impacts sociospatiaux, de la valider par un processus d'examen du public et ce afin d'éclairer adéquatement la prise de décision et d'atteindre une équité sociale collective et individuelle. La prévision de mécanismes de suivi assurent alors la communauté d'une maîtrise territoriale de l'évolution des impacts du projet et leur mitigation.

Si nous comparons maintenant les types d'impacts non prévus avec ceux anticipés par le promoteur (tableau 7), il est intéressant de constater que c'est au chapitre de la qualité et du mode de vie, de l'organisation territoriale, de l'urbanisation, des risques et des problèmes de délocalisation ou de non relocalisation que se situent les différences les plus significatives. Or ces derniers, selon nous, influent directement la substance de la dynamique sociospatiale de la communauté. Ils augmentent le niveau d'insatisfaction et d'incertitude dans la population qui est entretenu par un manque de connaissance des niveaux de responsabilité des divers intervenants et d'information quant aux impacts socioenvironnementaux présents ou virtuels, par une crainte de la fusion avec la ville, par le poids sociopolitique régional et la figure patriarcale du voisin (multinationale Alcan), par la non explicitation de la municipalité quant à ses rapports avec ce voisin et au type de suivi qu'elle entend apporter en regard des impacts de l'usine.

En guise de conclusion sur le quatrième point portant sur la méthodologie d'évaluation ex post des impacts sociospatiaux de l'usine Laterrière sur la communauté, nous dégageons cinq constats:

- 1) les impacts sociospatiaux relatifs à la dynamique sociospatiale de la communauté laterroise ont été sous-estimés, voire sous-évalués, notamment dans le cas des personnes délocalisées et des agriculteurs;
- 2) la méthodologie et les méthodes de l'ÉRE concernant l'évaluation des impacts sociaux comportent des lacunes importantes (identification, instrumentation, validité, fiabilité des prévisions) compte tenu des méthodes reconnues en sciences humaines;
- 3) ainsi, nombre d'impacts ressentis par les laterrois n'ont pas été prévus et ceux prévus se sont révélés a posteriori largement modifiés et ce de façon majeure;
- 4) les mécanismes de suivi et les mesures de mitigation prévus dans l'ÉRE ont été nettement insuffisants;
- 5) les communautés de même que les collectivités territoriales concernées n'ont pas participé ni été consultées sur l'ÉRE ou les mesures de mitigation ou de suivi socioenvironnemental.

Cette étude ex post fait donc ressortir toute l'importance, pour le développement viable de la communauté et de ses membres, que l'évaluation a priori et a posteriori soit sous sa gouverne. Cela permettrait donc d'éviter qu'une étude de répercussions ne réponde qu'à des exigences bureaucratiques ou serve les intérêts du promoteur

cherchant à appuyer une décision, mais devienne plutôt un véritable outil de planification, de prise de décision, bref de développement local viable.

5. LES ENSEIGNEMENTS DU POINT DE VUE DE L'APPROCHE D'UNE EI

Eu égard aux enjeux discutés en introduction et au contexte, il importe d'abord de concevoir l'évaluation des impacts sociaux comme partie intégrante — et d'égale importance — de la procédure formelle d'évaluation environnementale. Quelque dix enseignements, sous-tendus par cette étude de cas, sont ici dégagés:

- 1 • qu'en amont du projet lui-même, les conséquences régionales ou nationales de tout programme et politique privés ou publics soient évaluées;
- 2 • que tout changement ou toute situation, jugés significatifs (positivement ou négativement) par des membres des communautés locales pour la viabilité de leur développement, soit soumis à un processus ouvert et itératif d'évaluation adapté à l'ampleur et au type de changement appréhendé;
- 3 • que le temps de l'évaluation soit inscrit dans une sorte de continuum temporel liant les études d'avant-projet, le scooping (évaluation préliminaire) jusqu'au suivi;
- 4 • que la conception positiviste ou causale de l'impact fasse place à une conception dynamique du changement social;
- 5 • que les dimensions sociospatiale et humaine fassent l'objet d'une documentation scientifique, incluant des scénarios anticipatifs et alternatifs;
- 6 • que la méthodologie et les techniques choisies soient explicites dès le départ et facilitent la prise en compte de la pluralité des valeurs et des perceptions des populations;
- 7 • que l'évaluation soit réalisée par une équipe multidisciplinaire, dont les membres sont indépendants du promoteur, de l'organisme prêteur ou du décideur. Cette équipe inclut aussi des membres des communautés ou des

groupes sociaux directement concernés par le changement et les choix méthodologiques préalables. Cette équipe travaille de concert avec les décideurs, les promoteurs et les institutions chargées de la procédure légale d'évaluation, selon un code d'éthique accepté, et sert de base au comité du suivi socioenvironnemental;

- 8 • que l'analyse soit davantage compréhensive ou interprétative et fortement ancrée à la dynamique sociospatiale des communautés ce qui inclut aussi bien les facteurs exogènes et endogènes influençant cette dynamique;

enfin,

- 9 • que, dans le cas d'une procédure formelle des projets industriels majeurs, l'étude d'impacts soit soumise à une validation publique;
 - 10 • que les collectivités territoriales, locales (municipalité) et microrégionales (Municipalité régionale de comté), se dotent de politiques d'EI et d'EIS intégrées à la planification et l'aménagement du territoire.
-

L'évaluation des impacts sociaux aurait ainsi avantage à être liée aux temps de la planification territoriale et de l'aménagement évitant du coup le cas par cas et la fragmentation de la prise de décision. De même, la participation du public ou des communautés concernées à un processus souple d'évaluation d'impacts ne peuvent qu'accroître la maîtrise sociale du territoire, condition *sine qua non* de développement viable des communautés. L'actualisation de la viabilité des communautés, c'est-à-dire la combinaison singulière d'une activité économique soutenue, d'une durabilité des ressources, d'une équité sociale, passe alors par une connaissance conçue comme un devenir et un construit social.

NOTES DE RECHERCHE

- 1 Ce texte a fait l'objet de deux communications lors des colloques suivants: Évaluation des impacts sociaux: vers un développement viable?, sous les auspices du GRIR, Chicoutimi, 13 juin 1994 et à la XIV^e Conférence internationale de l'IAIA (Québec, 16 juin 1994).
- 2 La récente Loi canadienne sur l'évaluation environnementale vient enchâsser le concept de développement durable.
- 3 Certes, la réglementation seule ne garantit pas pour autant une meilleure protection environnementale et sociale, car souvent son application demeure sans lendemain.
- 4 Concernant les techniques spécifiques à chaque partie de l'étude elles sont détaillées dans les parties afférentes.
- 5 La dimension qualitative n'exclu évidemment pas l'utilisation et le traitement de données quantitatives et statistiques.
- 6 Le processus est itératif au sens où la formulation des questions de recherche et la problématique restent ouvertes tout au long de la démarche.
- 7 Cette question de maîtrise sociale du territoire est une des tensions constitutives de la recomposition du territoire et une des dimensions de la viabilité des communautés. Voir Gagnon, 1994.
- 8 Plus de 50 entrevues ont été réalisées entre mars et avril 1993, ce qui représente un échantillon de 1% de la population totale. Cet échantillonnage est basé sur la liste électorale. En fonction de la localisation géographique de la population, selon les 5 secteurs géographiques reconnus par la municipalité, 5 catégories de résidents ont été établies selon leur temps de résidence (0-60 ans) dans la municipalité. Un nombre à peu près égal d'hommes et de femmes ont été interviewés.
- 9 Une des 3 études de cas de la thèse portait sur la modification des limites territoriales à Laterrière, suite à l'implantation de l'usine. Voir Gagnon, 1991.
- 10 Le chemin de fer a donné lieu à deux études de la part du promoteur et à des audiences publiques. Le tracé proposé par Alcan a fait l'objet d'un litige avec les citoyens directement affectés.
- 11 Les impacts environnementaux ne sont pas étudiés, sauf pour la question des fluorures qui est elle-même liée à la création d'une zone tampon, à la délimitation du zonage industriel et aux usages agricoles du territoire.
- 12 Ce qui par ailleurs nécessiterait une autre étape, davantage de nature consultative, auprès de la population.
- 13 Deux historiens, Gérard Bouchard et Normand Séguin, ont mené des enquêtes monographiques sur ce village.
- 14 À cause du feu de 1841 qui avait ravagé l'intérieur des terres.
- 15 Pour une reconstitution plus approfondie des événements entourant cette phase critique du changement et l'analyse des conséquences en terme de développement viable, voir C. Gagnon, 1991.
- 16 Sauf pour la ville de Jonquière.
- 17 Statistique Canada, *Recensements de 1971 et 1991*.
- 18 Données recueillies à la municipalité par Louise Lalancette.
- 19 Chiffres de la Compagnie Alcan.
- 20 La municipalité de Laterrière a déjà effectué son étude de faisabilité et fait une offre d'achat pour le terrain nécessaire à la création du parc.
- 21 Toutefois, lorsque nous avons demandé aux laterrois s'ils considéraient que leur municipalité devrait s'impliquer davantage dans le développement économique, 46% (n=19) croient que oui. Comment? Tous les domaines d'intervention sont cités à peu près également: tourisme, services, agriculture, et de façon plus significative pour l'industrie et les PME.
- 22 La devise de la municipalité se lit comme suit: fier de son passé et de son environnement.
- 23 Cela ne recouvre pas forcément tous les indicateurs possibles de vitalité sociale.
- 24 En effet, une deuxième construction d'usine dans la région et notamment dans le Haut Saguenay relève d'une négociation politique entre Alcan et le gouvernement du Québec, suite entre autres aux avantages consentis dans le bail de Péribonca et des engagements afférents de la part de la Compagnie (voir Gagnon, 1991).
- 25 L'alumine et le fluorure d'aluminium nécessitent 14 wagons/jr X 6 jours, tandis que le transport des anodes se fait par camion, de la Baie vers Jonquière et Laterrière, pour un total de 48 camions/jr. Visite industrielle, mars 1994.
- 26 Comme plusieurs nouvelles alumineries ont été construites ou agrandies dans les années 80 le long de la vallée du Saint-Laurent, on peut se demander dans quelle mesure les différences nationales dans les législations ou réglementations ne constituent pas un facteur de localisation industrielle.
- 27 Tel est le cas du chemin de fer reliant Grande-Baie à l'usine de Laterrière, pour lequel une audience publique a été demandée par des résidents affectés. Mais au moment même où se déroulait l'audience, l'Assemblée nationale votait un droit d'expropriation à Alcan.

-
- 28 Pour avoir accès à une copie, j'ai dû compter sur la générosité de la Société historique du Saguenay.
- 29 Il s'agit ici de l'analyse de contenu basé sur une recherche documentaire incluant un corpus composé de documents produits à la fois par la municipalité (plan d'urbanisme, études sectorielles, procès-verbaux, mémoires), ou par divers groupes sociaux ou par les médias ou par la Compagnie
- 30 On retrouve dans l'ÉRE une description détaillée (ALCAN et MARSAN, 1982 (A2): 28-39) du modèle mathématique utilisé pour déterminer le comportement atmosphérique puis le patron de dispersion des contaminants émis par l'aluminerie au-dessus de Laterrière. Il s'agit du modèle BLP développé par l'Association américaine des alumineries avec la collaboration de l'agence américaine pour la protection de l'environnement, (NEPA), (1982 (A1): 179).
- 31 Une des raisons évoquées concerne l'instabilité du procédé relié à une phase de démarrage nécessitant l'ouverture fréquente des cuves, puis l'évacuation libre, c'est-à-dire non filtrée, par les événements de toitures.
- 32 Rappelons que selon les normes, $200 \mu\text{g}/\text{m}^3$ représente un danger pour la santé humaine, à $0,40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ certains arbres peuvent être affectés alors qu'à $25 \mu\text{g}/\text{m}^3$ certains fourrages peuvent être affectés.
- 33 Selon une liste fournie par la municipalité.
- 34 Information obtenue auprès de l'inspecteur municipal (18/02/93) de Laterrière.
- 35 Plusieurs tentatives avaient échoué auparavant.
- 36 Ces investissements auraient été de 1M\$ pour l'usine Grande-Baie et Ville de la Baie aurait fourni quelque 600 000\$. Voir Chabot et al.
- 37 Si nous retranchons au total des impacts recensés ($n=27$), ceux qui n'ont pu être vérifiés ($n=4$) et ceux dont il a été impossible de mesurer la modification (non connue) ($n=3$), nous obtenons un pourcentage de 85%.
- 38 Notons que deux des trois impacts pour lesquels aucune modification ne s'est produite concernent des infrastructures déjà ou presque réalisées, donc prévisibles, ou en fonction desquelles un changement éminent était prévu.
- 39 Le promoteur avait un plan d'aménagement non inclus dans l'ÉRE, mais il semble que certaines opérations, telle la formation de monticules pour cacher la zone visible des transformateurs électriques n'ait pas été réalisée. Un des objectifs de ce plan d'aménagement était de protéger la nappe d'eau souterraine et de contrôler les eaux de ruissellement en créant une "couche végétale imperméable" (Entrevue, Alcan Laterrière, 1993).
-
- 40 L'enquête démontre que 39 répondants sur 45 sont satisfaits de l'aménagement paysager autour de l'usine, bien que le plan initial prévoyait des investissements de 5M\$ au lieu de 3,5M\$. Certains auraient aimé voir la plantation d'arbres tout autour de l'usine, sur tous les côtés visibles.
- 41 Toutefois, cette dernière connaissait des difficultés financières depuis un certain temps. En outre, en 1990 son projet d'expansion n'a pas été retenu comme priorité par le Sommet socio-économique régional. Propos recueillis par Pierre Laroche.
- 42 Communication téléphonique avec la municipalité de Laterrière, 05/94.
- 43 Incidemment, un comité environnemental tripartite (Alcan, MENVIQ et Laterrière) a été formé.
- 44 De ce nombre, une des familles, vivant à proximité de l'usine, n'a pas été relocalisée suite à une mésentente avec la Compagnie.
- 45 Évidemment, plusieurs autres aspects demeurent non soulevés et demeurent d'une importance première pour une communauté locale et ses décideurs qui ont à faire face ou à gérer la présence d'un mégaprojet à proximité de leur espace vécu. Ne soulignons ici que la question de l'analyse de risques, des mesures préventives rattachées et des modalités en cas d'accident écologique ou de réhabilitation des environnements détériorés ou d'atteinte à la santé environnementale.

BIBLIOGRAPHIE

ALCAN ET LAVALLIN. 1982. *L'étude de répercussions environnementales. Projet de construction d'un complexe d'électrolyse d'alumine*. Annexe A. Vol. 1.

BAPE et QUÉBEC. 1990. *Les déchets dangereux au Québec. Une gestion environnementale*. Québec: Les publications du Québec. 491 p.

BERGER, T.R. 1977. *Le Nord: terre lointaine, terre ancestrale. Rapport de l'enquête sur le pipeline de la Vallée du Mackenzie*. Ottawa: Approvisionnement et Services Canada. 2 volumes.

BOWLES, R.T. 1981. *Social impact assessment in small communities*. Toronto et Vancouver: Butterworth & Co. 129 p.

BURDGE, R.J. 1994. *A conceptual Approach to Social Impact Assessment*. Middleton-Wisconsin: Social Ecology Press. 256 p.

CHABOT, R. et M. PARÉ et ASS. 1983. *Projet de l'aluminerie Alcan, Impôt sur la taxe foncière de Laterrière, Laterrière-Chicoutimi, Laterrière-Chicoutimi-Canton Tremblay*. Chicoutimi.

CONSEIL DE LA CONSERVATION ET DE L'ENVIRONNEMENT. 1989. *Les éléments d'une stratégie québécoise de conservation en vue du développement durable. Avis sur l'industrie*. Québec: CCE.

COOMBS, H.C. et al. 1989. *Land of promises. Aborigenes and Development in the East Kimberley*. Canberra: Australian National University. 165 p.

GAGNON, C. 1991. «Laterrière ou l'histoire d'un mariage obligé», in *Dynamique sociospatiale, enjeux territoriaux et redéploiement de l'industrie de l'aluminium au Saguenay—Lac-Saint-Jean, à l'aube du XXI^e siècle*. Montréal: Un. de Montréal, Faculté d'aménagement. 343 p. et annexes.

GAGNON, C et al. 1994. *Profil social et économique des municipalités du SLSJ.: dossier cartographique et statistique*. Chicoutimi: GRIR/UQAC. 11 planches.

JACOBS, P. 1991. *Le développement urbain viable*. Montréal: Ville de Montréal et Sommet des grandes villes du monde. 31 p.

LATERRIÈRE, Comité de développement local. 1991. *L'éco-entreprise au coeur du développement local laterrois*.

OCDE. 1983. *Aluminium Industry. Energy Aspects of Structural Change*. OCDE: Paris. 135 p.

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. 1993. *Profil des populations du Saguenay—Lac-Saint-Jean*. Chicoutimi: s.ed.

QUÉBEC. 1988. Comité d'examen de la procédure d'évaluation environnementale. [Rapport Lacoste]. *L'évaluation environnementale: une pratique à généraliser, une procédure d'examen à parfaire*. Québec: MEF.

QUÉBEC. 1992. *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement*. Québec: Éditeur officiel du Québec.

RICKSON, R.E. et al. 1990. *Environmental Impact Assessment Review*. Special issue. Social Impact of Development: Putting Theory and Methods into Practice. Vol. 10. N° 1/2.

SIMOS, J. 1990. *Évaluer l'impact sur l'environnement*. Montréal: Presses polytechniques et universitaires romandes. 141 p.

Autres sources de données:

Statistique Canada (recensements) et Bureau de la Statistique du Québec.
Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec.
Archives et communications avec la municipalité de Laterrière.
Journaux et archives journalistiques.
Cartes thématiques.
Entrevues avec Alcan Laterrière.

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE EX POST

- Faire une analyse de la méthodologie utilisée concernant les impacts sociospatiaux, dans le contexte de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts environnementaux et de la construction des mégaprojets, notamment pour le secteur des alumineries.
- Établir un profil sociospatial de la communauté laterroise en regard d'un des changements survenus et d'un certain nombre de variables liés au développement local viable.
- Identifier les perceptions des membres de la communauté quant aux changements survenus et à leurs incidences sur la qualité de vie et la cohésion de la communauté.
- Décrire la nature et la portée des impacts relatifs à l'exploitation d'une aluminerie en regard de l'organisation sociospatiale d'une petite communauté:

 - 1) en vérifiant a posteriori la fiabilité des répercussions prévues dans l'étude du promoteur;
 - 2) en vérifiant auprès des membres de la communauté, cinq ans après le début des opérations, s'il existe des conséquences non-anticipées dans l'étude.
- Dégager des enseignements quant à l'évaluation des impacts sociaux de façon générale.
- Faire des recommandations quant au suivi socioenvironnemental et la participation des communautés affectées ou concernées.

